



Idées & Territoires

Le comité scientifique de RésOVilles

La Revue



Jeunesse(s) & quartiers populaires

*Explorations et
analyses scientifiques*

#4

2021

RésOVilles



Les membres du comité scientifique

Emmanuel BIOTEAU, Université d'Angers

Charlotte BOISTEAU, consultante

Nathalie BUCHOT, consultante

Yves-Marie LE BER, Université d'Angers

Pascale PETIT SENECHAL, EHESP Rennes

Christian PIHET, Université d'Angers

Marc ROUZEAU, Askoria, Rennes

Vincent SOUQUET, docteur en urbanisme

Thibaut TELLIER, Science Po Rennes

Images de couverture : Educateurs de rue du GRPAS de Maurepas.

Crédits : Arnaud Loubry, Rennes Ville et Metropole

Pourquoi avoir choisi d'aborder, dans ce quatrième numéro de Idées et territoires, la thématique des jeunes des quartiers populaires ? Cette question n'a-t-elle finalement pas été largement investie, travaillée, analysée, observée ?

La volonté de départ du comité scientifique a été de rompre avec le cliché médiatique qui considère les « jeunes de banlieues » comme un groupe homogène et bien de mettre en évidence les destins contrastés, croisés et différents que connaissent les jeunes ayant grandi dans un même contexte scolaire et d'habitat.

Ces jeunes des « quartiers », des « banlieues » ou des « cités » cristallisent clichés et stéréotypes en tout genre, alors que nous faisons le pari de la complexité de la réalité quotidienne, de la pluralité des parcours et des appartenances multiples.

Il y a deux types de discours sur la jeunesse. Celui de la jeunesse comme victime qu'il faut protéger, et celui de la jeunesse comme menace dont il faut se protéger. Trop souvent, en France, le discours dominant est celui de la jeunesse comme victime et l'on perd de vue que les jeunes sont avant tout riches d'initiatives, de solidarité et d'engagement.

Mais nous n'oublions pas les difficultés, les discriminations, la stigmatisation et les freins et que chaque jeune qui habite dans un quartier populaire doit affronter. Chacun de ces obstacles peut laisser place à la résignation ou à la recherche d'un contre modèle, d'une alternative, d'une proposition différente.

Du rapport à la religion, à celui au territoire, de la construction de la pensée critique au déploiement des théories complotistes, les auteurs et autrices ont été guidé.e.s par l'absolue nécessité de contribuer à une réflexion sereine et apaisée sur la jeunesse.

Cette revue est publiée un an après le premier confinement, un an après le début d'une crise sanitaire majeure qui a exacerbé les inégalités sociales et économiques, il était donc indispensable d'en analyser les conséquences et le rôle des professionnel.le.s dans cette période particulière.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

Emilie Sarrazin
Directrice

Sommaire

Jeunes musulman·es de quartiers populaires : construire sa pratique religieuse4
Jeanne Demoulin & Christine Bellavoine

Loisirs des ados (11/15 ans) à Nantes, quel rapport au territoire ?..... 12
Mathias Cadot

Créer des « ateliers de la pensée critique » avec les jeunes en prenant en compte leurs représentations « du monde » 18
Joëlle Bordet

Le déploiement des théories complotistes chez les jeunes à l'épreuve des contextes socio-urbains24
Pape Momar Niang

Jeunes et (dé)confinement : le rôle des professionnel·le·s jeunesses.....34
Marine Provini



Jeunes musulman-es de quartiers populaires : construire sa pratique religieuse

Résumé

A partir du cas de jeunes musulman-es de quartiers populaires, cet article s'intéresse à la manière dont l'appropriation de la religion participe à de la construction de soi au temps de la jeunesse. Nous montrons comment ces jeunes, en revisitant l'héritage religieux familial, « se mettent à » la religion et formalisent une pratique personnelle.



Jeanne Demoulin

Jeanne Demoulin est maîtresse de conférences en sciences de l'éducation à l'Université Paris Nanterre (CREF / LAVUE). Elle mène des recherches sur la participation et le pouvoir d'agir et coordonne actuellement la recherche participative ANR Pop-Part, « Les quartiers populaires au prisme de la jeunesse ». Elle a notamment publié *La gestion du logement social. L'impératif participatif* (2016, Presses universitaires de Rennes).



Christine Bellavoine

Christine Bellavoine, sociologue, responsable du Secteur des études locales (SEL) de la mairie de Saint-Denis, mène ou pilote des études et initie des processus d'analyse collective entre chercheurs et acteurs, afin d'élargir la compréhension des dynamiques de la société locale : <https://ville-saint-denis.fr/%C3%A9tudes-locales-dionysiennes>

« L'islam dans les quartiers » est un sujet très investi, dans les médias mais également dans la recherche publique, par l'intermédiaire d'appels à projets, essentiellement publiés après 2015. L'attention est ainsi portée sur le développement de l'islam dans les quartiers et les processus de radicalisation, au détriment, nous semble-t-il, de la variété des pratiques ordinaires de la religion et de leur place réelle dans les constructions identitaires des jeunes, entre socialisation familiale, émancipation et projections dans l'avenir.

L'enquête Trajectoires et Origines nous permet de clarifier l'importance du fait religieux dans la population française, pour la population dite majoritaire comme pour la population des immigrés et de leurs descendants. Si l'enquête confirme le processus de sécularisation pour la population majoritaire, la religion joue toujours un rôle important pour les immigrés, et, fait nouveau, ne se dément pas pour leurs descendants. Ainsi, si les résultats obtenus par cette enquête confirment l'observation d'une plus grande religiosité chez les jeunes musulmans de moins de 26 ans, il est noté qu'elle relève d'abord d'une évolution générale : « *les jeunes nés en France dans des familles musulmanes ne se montrent pas plus religieux que leurs parents, c'est un glissement général d'affirmation plus grande de la religion qui est observé* » (Simon et Tiberj, 2016, p. 580). Par ailleurs, la diversité des cercles amicaux des musulmans invalide l'hypothèse d'une communauté vivant sur elle-même (ibid., p. 576). Enfin, la minorité des musulmans se déclarant plus religieux que leurs parents se rencontrent dans tous les milieux sociaux et ne concernent pas plus ceux habitant dans les quartiers populaires (ibid., p. 572).

Il n'empêche, de la légifération du port du voile dans l'espace public en 2010 au projet de loi confortant les principes républicains, le contexte français est marqué par une forte préoccupation pour la question de la laïcité qui s'imbrique à une forte politisation-suspicion autour de l'expression de la religiosité musulmane. Ce durcissement du cadre de la laïcité nous interroge sur la manière dont les jeunes des quartiers populaires qui se revendiquent de cette religion le reçoivent et le vivent. Si les pratiques religieuses « *ne singularise[nt] en rien les jeunes musulmans parmi les jeunes croyants des autres religions* » (Hervieu-Léger 2000), la religion

musulmane, par la vivacité de son expressivité à la fois dans la transmission familiale et dans sa plus forte disponibilité et accessibilité pour l'ensemble des jeunes des quartiers populaires, jouit d'une grande visibilité (Mathieu 2009, Selby, 2014). En effet, l'islam constitue la principale religion déclarée par les immigrés, ces derniers étant surreprésentés dans les quartiers populaires (Pan Ké Shon, 2011).

Nous souhaitons ici saisir l'épaisseur de ce que veut dire « être jeune musulman » en France aujourd'hui lorsque l'on habite un quartier populaire ; autrement dit, à l'instar de ce que proposait N. Kapko ne pas envisager automatiquement les garçons musulmans comme des « *jeunes « inintégrables », dangers permanents pour la communauté des citoyens* » et les filles, prises dans les catégories stéréotypées de l'émancipation par l'école et grâce à la République ou de la « *soumission éternelle par leurs pères et frères, soumission dont le voile serait l'emblème principal* » (Kakpo 2007). Dans la lignée de D. Hervieu-Léger (2000), cet article s'intéressera à « *l'islam vécu* », à la « *réalité diversifiée et évolutive de cet islam* » au prisme de l'expérience de jeunes musulman.es de quartiers populaires. A la suite de travaux plus récents, nous contribuerons ainsi à documenter la complexité du « *désir d'islam* » (Bucaille et Villechaise, 2020).

La religion d'abord transmise par la famille depuis l'enfance, est revisitée pendant le temps de la jeunesse. Nous souhaitons ici regarder la manière dont l'appropriation de la religion participe à ce moment-là de la construction de soi. Cela nous conduira à porter l'attention sur la socialisation primaire des jeunes puis sur la phase d'appropriation et d'individuation de la pratique, pouvant s'apparenter à une véritable « *conversion* » (Truong 2017), sur le moment où ils font « *le choix de l'islam* » (Babès 1997). Leurs pratiques de l'Islam revisitent cet héritage pour choisir, modifier, approfondir ce qui en constituera leur propre identité. Nous proposons ce faisant de mettre au jour et d'analyser les « *opérations de tri et de bricolage des croyances et pratiques* » (Hervieu Léger, 2000) auxquels se livrent les jeunes, alors que l'on assiste à une individualisation des choix religieux en islam » (Lutrand et Yazdekhasti 2011).

Notre propos prendra appui sur l'analyse des données produites lors de la recherche ANR « *Pop-Part, Les quartiers populaires au prisme de la jeunesse : une recherche participative* » (2017-2021). Cette recherche porte sur les pratiques et représentations des jeunes dans les quartiers populaires. Elle est conduite sur dix quartiers populaires de la région francilienne, avec des chercheur.es de différentes disciplines (sociologie, urbanisme, sciences de l'éducation, géographie, histoire...), des professionnelles de la jeunesse et des jeunes. Nous avons mené une dizaine d'ateliers thématiques par terrain (soit une centaine d'ateliers au total) avec des groupes d'une dizaine de jeunes puis des entretiens individuels semi-directifs avec chacun.e d'entre elles.eux. Les 120 jeunes (autant de filles que de garçons) qui ont contribué à ce travail sont âgés de 15 à 34 ans (35% ont entre 19 et 22 ans), Leurs parents sont en majorité ouvriers ou employés (64,4%). 97% d'entre eux vivent dans leur famille. Enfin, plus des deux-tiers (67%) sont lycéen.nes ou étudiant.es, tandis que les jeunes actifs sont également répartis entre ceux qui travaillent et ceux qui recherchent un emploi. La très grande majorité est née en France (86%), mais a également au moins un parent immigré (88%). Ces origines sont très diverses : si la majorité vient du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, d'autres origines sont représentées (Égypte, Turquie, Chili, Russie, Serbie, Monténégro, Antilles...). Au sein de ce corpus, la question de la religion y occupe une place importante. Sur les 112 jeunes pour lesquels l'information est connue, 8 seulement déclarent ne pas avoir de religion ; 15 disent appartenir à l'une des religions chrétiennes, tandis que 82 se revendiquent de confession musulmane. C'est sur ces 82 entretiens que se fonde en premier lieu notre analyse.

« Se mettre à la religion » : d'une religion rituelle à une religion de l'intériorité

La plupart des jeunes qui se sont déclarés être musulmans ont été éduqués dans des familles pratiquant elles-mêmes, peu ou prou la religion musulmane. S'ils ne remettent pas en question cette appartenance religieuse, ils la revisitent et dressent ainsi un spectre assez large de pratiques plus personnelles qui se déploient et se précisent au sein de nouveaux cercles de socialisation. Cette période de la jeunesse est aussi celle des adaptations, des écarts, des mauvais chemins, ou plus simplement des bricolages qui renvoient au cheminement de chacun. La religion est vécue sur le mode de l'accomplissement personnel, que chacun va vivre à son rythme et en fonction de ses propres contraintes et projections. « *Se mettre à la religion* » s'inscrit dans une religiosité de la modernité, primant l'authenticité et la réalisation de soi sur la conformité (Hervieu-Léger, 2000).

Ce passage d'une religion rituelle à une religion de l'intériorité, qui n'est pas nouveau, s'incruste cependant dans un contexte de modernité qui enjoint l'individu à se réaliser. Cette configuration nous invite à penser les tensions entre différents modèles coexistants, qui concernent aussi bien les familles que les jeunes. Les vecteurs de cette appropriation personnelle ne passent donc pas nécessairement par une phase conflictuelle avec la famille, au sein desquelles s'expriment, et sont souvent reconnus et encouragés, ces questionnements. Une jeune fille explique par exemple : « on ne nous oblige pas. Par exemple moi je pratique, je fais le ramadan mais je ne fais pas la prière, voilà et on ne m'oblige pas, on me dit c'est entre toi et ta foi » (VLG09). Une autre note : « *Mes parents m'ont toujours dit que la religion c'est personnel* » (Cli08).

« *Se mettre à la religion* » passe notamment par l'approfondissement de connaissances : s'informer, apprendre, s'intéresser, parfois sur un mode scolaire, en lisant des livres, en prenant des cours mais aussi en faisant des recherches sur internet, en regardant des vidéos en ligne. À l'instar de l'enquête réalisée par Hervé Flanquart (Flanquart 2003) auprès de jeunes

musulmanes, il ne s'agit pas ici d'opposer une religion savante pratiquée par les jeunes et la religion ritualisée des parents. Peu de jeunes font état d'une recherche réellement approfondie portée sur les textes. Il s'agit plutôt de nourrir un questionnement permettant de combiner ce qui faisait partie des pratiques « naturelles » dans les familles, avec ce qui est attendu (prescriptions) et les expériences et les étapes singulières de cette période de la jeunesse, à l'instar de ces deux jeunes, une fille et un garçon :

« Avant je me contentais de ce que je savais. Je sais que j'ai pas le droit de manger de porc, je sais que j'ai pas le droit de faire ça [...]. Mais maintenant, en ce moment, je m'informe plus sur ma religion, je lis des livres... Je fais des recherches sur Internet. En fait je pousse plus [...]. Par exemple j'ai envie de prendre des cours d'arabe, l'école arabe tout ça, j'ai envie d'apprendre et tout à lire le Coran en arabe, écrire en arabe » (Cor03)

« Quand j'ai commencé à fréquenter la Mosquée c'est là où j'ai eu des professeurs et tout [...]. Parce que moi à un moment donné j'ai ressenti le besoin d'apprendre l'arabe. [...] Parce que c'est quand même important, pour comprendre justement la religion. Et c'est à ce moment-là où j'ai eu besoin de professeur. » (StD09)

Pour certains, la reconnaissance d'une compétence familiale en la matière peut être une ressource mobilisée au moment de cette implication personnelle, et l'évolution de la pratique, par le truchement de formes nouvelles, peut à la fois relever de la continuité et de l'autonomisation. Deux jeunes, fille et garçon, décrivent ainsi le processus :

« Depuis toujours, ma mère elle fait des cours. Elle faisait des cours à la mosquée de Corbeil, elle faisait apprendre le coran aux plus jeunes. [...] C'est son quotidien et moi je suis rentrée dedans avec elle. Elle allait à ses cours, je l'accompagnais, j'apprenais avec elle. » (Cor04)

« Alors moi ce qui est intéressant, mon oncle c'est quelqu'un qui aimait beaucoup lire [...]. Du coup il avait une grande bibliothèque à la maison, on avait une grande bibliothèque comme ça, où il n'y avait pratiquement que des livres religieux [...]. Je me suis plus lancé dans les livres religieux et j'ai lu beaucoup de livres grâce à lui en fait. [...] Il ne nous apprenait pas dans le sens, on s'assoit et on apprend avec lui, il disait : « il y a des livres et lisez quoi. Enfin faites-vous votre propre truc » (Sur02)

La plupart des jeunes disent ne pas se sentir encore « prêt.es » à adopter l'ensemble des pratiques et les comportements recommandés. Cela renvoie à l'indécision du temps de la jeunesse, à ce temps de recherche, qui autorise certains arrangements avec les règles de conduite, voire certaines expériences transgressives. Mais cela renvoie aussi à l'honnêteté et au libre choix attendu des adeptes. Ainsi, si le Ramadan reste une pratique suivie par la quasi-totalité des jeunes musulman-es qui ont participé à la recherche, il en va autrement de la prière. Certain-es ne prient pas, quand d'autres ne réalisent pas les prières toujours à l'heure prévue. Un garçon indique : « Je ne vais pas te mentir, [je ne les fais] pas tout le temps [les cinq prières] [...]. Parce qu'il y a les cours quand même. [...] Je pourrais les rattraper mais... je suis fatigué » (Pan01). Pour autant, prier, comme respecter le rythme de la prière, se posent comme une discipline intérieure à atteindre comme l'explique une jeune : « Des fois j'entends l'heure sonner et je vais rester devant la télé, ça c'est pas bien » (Aub10).

L'observance des règles alimentaires est également très diversement appréciée. Ne pas manger de porc relève d'un socle commun, intériorisé par les pratiques familiales. Manger ou ne pas manger halal relève autant du choix assumé que d'une démarche pragmatique au vu de sa faisabilité concrète. Ainsi, une jeune raconte qu'elle n'a pas mangé halal lors d'un voyage de groupe à l'étranger, au risque de ne pas pouvoir se nourrir suffisamment :

« Je peux te dire que ce n'était pas possible. Au début premier du jour j'ai pris un truc végétarien ils m'ont donné des feuilles. Enfin au bout d'un moment mon ventre aussi il subit. Et bah du coup c'était soit tu mangeais de la viande soit tu ne mangeais rien. Ce n'était pas possible. Du coup bah... » (Nan06)

Plus généralement, les pratiques transgressives liées à la sociabilité du groupe de pairs sont très inégalement décrites par les jeunes. Si certains mettent en avant leur discipline globale, beaucoup évoquent des écarts partagés dans cette période : boire de l'alcool, fumer (en particulier la chicha), écouter de la musique... Un jeune affirme ainsi : « Je ne bois pas, je ne fume pas, je fume la shisha. Franchement, ce n'est pas bien. Mais on le fait quand même. » (Par09). Le rapport à la musique est évoqué plus occasionnellement, à l'instar de cette jeune qui note :

« Écouter la musique, je le fais tout le temps, mais c'est interdit [...]. Quand j'ai commencé à le porter [le voile], j'ai un peu arrêté la musique. Mais en fait, on ne peut pas arrêter la musique parce que [...] tu vas dans le métro, tu entends de la musique. Tu vas ailleurs, tu entends de la musique. En classe, il y en a qui écoutent, tu ne vas pas leur dire : « coupe ta musique ». Ils font ce qu'ils veulent. Après, voilà. Après, j'aime bien la musique, je ne vais pas mentir » (Par05)

Il.elle-s rappellent chaque fois leur connaissance de la règle et le dilemme moral qui en résulte lorsqu'il.elle-s ne s'y conforment pas, mais disent ne pas se sentir encore prêt.es. Ne pas « être à fond » dans la pratique religieuse devient ainsi une caractéristique de la plupart des jeunes.

Cependant, si on observe une grande diversité des arrangements pour tous les jeunes qui se disent musulmans, la conscience de la transgression est bien présente, même s'ils n'y mettent pas tous la même importance. Elle est considérée pour beaucoup à l'aulne d'un certain idéal de la pratique religieuse, qu'ils ne remettent pas en cause. Respecter les prescrits religieux au quotidien relève ainsi d'une discipline de soi dont l'acquisition fait partie de l'objectif visé par les jeunes. La pratique religieuse révèle la moralité et la

spiritualité dont on fait preuve et représente le chemin pour y parvenir.

Une construction différenciée en fonction du genre que révèlent particulièrement les projections autour du mariage et du port du voile

Si les interrogations et les entorses participent à la construction de la pratique religieuse des filles comme des garçons, une différenciation genrée apparaît fortement. Par exemple, si tou.te-s intègrent la pratique de la prière comme essentielle, les premières semblent moins accorder d'importance aux transgressions y afférant, notamment sur la ponctualité. Somme toute, les filles savent qu'on ne les attend pas d'abord sur la prière, alors qu'on n'attend quasiment que cela des garçons. Autre différence notable, aucune fille ne parle d'entorses relatives à la consommation d'alcool ou de tabac, cette transgression relevant à la fois d'une norme religieuse et d'une norme de comportement genrée bien intégrée. Pour les filles, la conformité à ce qu'elles considèrent être une bonne musulmane les engage plus entièrement dans le sens où elle porte sur leur apparence et leur comportement dans l'espace public (manière de s'habiller, de se coiffer, d'être avec les autres et en particulier avec les garçons). Pour les filles, les contraintes liées à la religion rejoignent celles liées aux attendus de genre : faire preuve de discrétion, et ne pas salir sa réputation. Cette différenciation genrée apparaît très fortement à propos de deux sujets centraux pour les jeunes, le mariage et le port du voile. Si tous sont préoccupés par ces deux questions, les contraintes se rattachant à l'une comme à l'autre sont plus fortes pour les filles.

Le mariage est ainsi envisagé par quasiment tous les jeunes comme une étape obligatoire pour être en accord avec sa religion mais les règles sont plus

contraignantes pour les filles. Les filles comme les garçons sont nombreux à rappeler que c'est l'homme qui assure la transmission de la religion aux enfants : les filles doivent donc se marier avec un homme musulman, tandis que les garçons peuvent se marier avec une femme non musulmane. Même si filles et garçons dissocient les expériences réalisées pendant la jeunesse de celle de l'engagement dans le mariage, l'intégration de la nécessité de se marier, et de se marier avec un homme musulman, affecte directement la sociabilité amoureuse des filles. Une jeune explique ainsi qu'elle est davantage attirée par des « Blancs ». C'est un « réel problème » pour elle. En conséquence, elle « *essaie de ne pas trop approcher des personnes qui ne sont pas [musulmanes]. J'ai des amis de... de toute religion, des gens athées, de tout. Mais alors quand c'est un petit peu plus sérieux, non, je... je préfère couper court ou... J'ai pas envie de m'engager dans un truc où je sais que ça va pas être possible [...]. J'veux un musulman quoi, c'est tout. C'est comme ça. Donc... C'est mort, c'est pas possible.* » (Pan09)

D'autres disent pouvoir fréquenter voire tomber amoureuses d'un garçon non musulman mais expliquent que la conversion du garçon sera nécessaire pour envisager le mariage. Une jeune note ainsi que se marier avec un musulman, « ça serait l'idéal. Mais bon après, si je tombe sur une personne non musulmane et après qui peut par la suite se convertir... » (Std07). Beaucoup cependant connaissent des sœurs, des cousines ou des amies mariées avec des non musulmans, rejetées pour ce motif par la famille. Le respect de cet impératif religieux est ainsi fortement imbriqué à celui dû à ses parents, à la loyauté familiale et au fort attachement familial dont font preuve les jeunes. Se marier est un impératif, auquel s'ajoute celui de se marier avec un garçon musulman pour les filles, ce qui est très majoritairement accepté mais parfois difficile à vivre. L'évocation des contraintes est ainsi régulièrement suivie de leur légitimation. Le partage d'une même religion est présenté comme un impératif pour assurer une harmonie au sein du couple, qui partagera ainsi notamment une manière de voir le monde (« *si on se lance sur du long terme faut avoir la même pensée sinon ça ne sert à rien* » VSD10), ou un mode de vie réglé par la pratique religieuse (« *Je me verrais mal faire Ramadan toute seule ! Il faut qu'il le fasse avec moi !* » (Pan12). Ces justifications sont également avancées

par certains garçons, qui préféreraient en conséquence se marier avec une musulmane même si cela ne leur est pas imposé : « *Je pense à partir du moment où elle [ma femme] ne partage pas ma religion, elle ne peut pas partager ma façon de voir les choses et notamment ma façon de vouloir éduquer mes enfants* » (Sur02).

Au-delà de la question du mariage, la perspective du port du voile constitue un marqueur essentiel des arbitrages à opérer. Peu de filles parmi celles avec lesquelles nous avons mené la recherche sont voilées mais presque toutes l'envisagent dans l'avenir. Si la génération des jeunes filles musulmanes avec lesquelles H. Flanquart (2003) a travaillé dans le milieu des années 1990 ne considère pas le port du voile comme une prescription impérative mais comme un droit, l'impératif semble plus présent pour celles avec lesquelles nous avons travaillé, le port du voile étant souvent pour elles assimilé à un pilier de l'Islam. Renvoyant à l'évolution des pratiques religieuses dans les pays d'origine des familles, on peut faire l'hypothèse que cette évolution renvoie également à celle d'une transmission générationnelle entre femmes de la famille moins emprunte de la nécessité « d'assimilation » mais également d'une réaction au caractère éminemment symbolique de la visibilité du voile dans l'espace public. Pour autant, le voile constitue pour les jeunes femmes que nous avons rencontrées un horizon lointain qui correspond lui aussi à l'aboutissement d'une trajectoire spirituelle personnelle. Différer le moment de porter le voile permet de vivre ce temps de la jeunesse sans les interdits et les contraintes qui y sont liés. Plusieurs arguments sont mobilisés pour justifier ce report. La question de l'habillement est centrale : renoncer à « être coquette », se « faire des mèches », se maquiller, porter des tenues légères (des robes, des débardeurs, des décolletés), se mettre en maillot de bain... Celle des relations avec les garçons et de la sociabilité amoureuse (flirter, avoir un copain) est également mise en avant comme un renoncement qu'elles ne sentent pas prêtes à assumer aujourd'hui. Le moment où elles commenceront à porter le voile correspond dès lors pour elles à la fin de leur jeunesse. Certaines disent ainsi qu'elles porteront le voile quand elles seront mariées, quand elles auront des enfants, ou, de manière plus indéfinie : « *En fait, dans ma tête, je me dis : [je le porterai] plus tard, quand je serai vieille* » (Pan12). Ne pas habiter dans un pays musulman constitue également pour certaines

un argument central pour différer le port du voile, en lien avec les débats sur la laïcité et des controverses autour du port du voile. Dans beaucoup des quartiers populaires dans lesquels les jeunes habitent, la pratique de la religion est ordinaire (sociabilité, commerces, présence de lieux de cultes...). Dans ce cadre, le port du voile reste effectivement minoritaire et ne relève pas d'une prescription collective, dans le quartier ou dans la famille. Mais l'expérience du regard sur les femmes voilées hors de leur quartier en dissuade plus d'une de porter le voile dès maintenant. Une jeune de Villeneuve-la-Garenne explique qu'elle ne se sent pas assez « *courageuse* », qu'elle n'est pas prête à se faire « *dévisager* » voire « *agresser* » (VLG09). Une autre ne pense pas « *pouvoir vivre tranquillement* » si elle porte le voile ; elle ne veut pas devoir « *faire face aux stéréotypes* » et souhaite « *se protéger* », ce qui constitue un renoncement : « *je suis obligée d'aller contre mes idées religieuses, personnelles* » (Cli08). La poursuite d'études supérieures et la projection professionnelle qui s'ensuit représente un poids non négligeable dans la balance.

Elles sont plusieurs à ne pas savoir si elles seront en mesure de concilier leurs aspirations d'études et professionnelles avec le port du voile. Certaines estiment ainsi qu'elles porteraient déjà le voile si elles habitaient dans un autre pays, et se projettent parfois dans un horizon plus ou moins lointain à l'étranger, dans leur pays d'origine ou plus généralement dans un pays musulman : « *T'es dans un pays arabe, t'es libre [...], tu fais tout ce que tu veux, alors qu'ici, tu ne peux pas faire tout ce que tu veux.* » (Par03). Pour celles qui envisagent un avenir professionnel en France, différer le port du voile permet de mettre à distance un élément qui pourrait le compromettre. Ce cheminement personnel est également relayé par les garçons. Ce que disent les garçons enquêtés, c'est qu'il revient aux filles de choisir si et quand elles veulent ou non porter le voile ; ils estiment unanimement que ce n'est pas le rôle des garçons (ni des hommes) de le leur imposer car porter le voile est le résultat d'une trajectoire spirituelle propre à chacune. Dans le même temps, à l'instar des filles qui projettent le port du voile comme un aboutissement, la grande majorité semble penser qu'il serait mieux que les filles se voilent un jour, même si c'est à elles de décider du moment opportun.

Conclusion

La transformation d'une pratique rituelle organisée au sein de la famille vers une pratique individualisée mobilise le registre de l'appropriation d'impératifs moraux à acquérir qui se matérialisent dans des pratiques assumées. Elle n'en demeure pas moins l'expression d'une affiliation, familiale et culturelle, revendiquée et s'inscrivant dans un regain de religiosité constaté dans les pays d'émigration des familles des jeunes rencontrés (Simon, 2015). Elle représente aussi la projection d'une amélioration de soi globale, articulant un axe spirituel, moral et l'impératif moderne de la réalisation de soi. Une pratique peu rigoureuse s'associe ainsi pour certains à une situation de « *laisser aller* » général qui s'inscrit souvent dans une période de vie difficile. Une sociabilité quelque peu déviante, le prolongement d'une période de précarité, des épisodes familiaux difficiles sont ainsi en parallèle d'une pratique plus lâche, exprimant l'idée d'une absence plus globale de la maîtrise de son parcours. Un rapprochement est alors fait entre la difficulté de prendre en charge sa pratique religieuse et la difficulté de prendre en charge sa situation de manière générale. Dans ce jugement global de soi, l'observance religieuse est aussi le chemin qui permet de se « *laver* », de se sentir mieux (Truong, 2017). Dans ce contexte, « *être prêt.e* » est souvent renvoyé à un temps représentant la fin de la jeunesse, qui correspond pour beaucoup à un temps de stabilisation (mariage, fin des études et installation professionnelle). Être prêt.e, c'est aussi « *se ranger* », sortir de la prégnance du groupe de pairs comme espace privilégié de la sociabilité, devenir quelqu'un de bien. Cette période de l'incertitude peut cependant durer très longtemps et l'horizon s'éloigner à mesure que l'on avance, à l'instar d'une période de jeunesse supposée atterrir sur une stabilité globale en terme professionnel et matrimonial. Lorsque ce temps de la jeunesse se prolonge par la persistance de la précarité, les écarts avec cet idéal d'une pratique religieuse relevant d'une discipline de soi peuvent alors contribuer à un sentiment d'échec général. Le syncrétisme dont font preuve la plupart des jeunes rencontrés, entre préceptes religieux, contexte national et construction de soi ne s'opère pas toujours et fait place à des tensions très fortes où le contexte politique et social vient s'opposer à un idéal religieux inatteignable, et expliquer les échecs et difficultés

rencontrées. Si ce profil est très rare parmi les jeunes rencontrés, il nous rappelle cependant que l'évolution et la diversité des pratiques religieuses ne sont jamais indépendantes, elles sont situées, dans l'espace et le temps et s'ancrent sur les conditions d'existence des individus.

Bibliographie

Babès, Leïla. 1997. L'islam positif: la religion des jeunes musulmans de France, Paris : Les Éditions de l'Atelier.

Bucaille, Lætitia, et Villechaise, Agnès. 2020. Désirs d'Islam. Portraits d'une minorité religieuse en France. Paris. Presses de Sciences Po.

Flanquart, Hervé. 2003. Croyances et valeurs chez les jeunes Maghrébins, Bruxelles : Editions Complexe.

Hervieu-Léger, Danièle. 2000. « Le miroir de l'islam en France », Vingtième Siècle. Revue d'histoire, n° 66, p. 79-89.

Kakpo, Nathalie. 2007. L'islam, un recours pour les jeunes, Paris : Les Presses de Sciences Po.

Lutrand, Marie-Claude et Yazdekhosti, Behdjat. 2011. « Laïcité et présence musulmane en France : des dynamiques d'influence réciproque », Cahiers de la Méditerranée, n° 83, p. 327-335.

Mathieu, Séverine. 2009. « Les adolescents et la religion », in Les jeunes, l'école et la religion Bayard, p. 85-102.

Pan Ké Shon, Jean-Louis. 2011. « La ségrégation des immigrés en France : état des lieux », Population et Sociétés n° 477

Selby, Jennifer A. 2014. « C'est plus traditionnel ici qu'au bled ! Analyse socio-spatiale du traditionalisme religieux dans une banlieue parisienne », Ethnologie française, Vol. 44, n° 3. p. 513 524.

Simon, Patrick et Tiberj, Vincent. 2016. « Chapitre 19. Sécularisation ou regain religieux: la religiosité des immigrés et de leurs descendants », in Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France. Ined Editions, p. 559-584.

Truong, Fabien. 2017. Loyautés radicales. L'islam et les « mauvais garçons » de la Nation, Paris : La Découverte.

Loisirs des ados (11/15 ans) à Nantes, quel rapport au territoire ?

Résumé

Retour sur une étude menée en 2019 et présentée lors de la journée Rés0 Villes à Nantes, « les ados, quel rapport au territoire ? Engagement, citoyenneté, mobilité » qui permet d'observer les effets d'une refonte de l'animation des collégiens à Nantes sur leur temps de loisirs. Cette étude, menée en lien avec le COMPAS et les Francas de Loire-Atlantique, tend à démontrer qu'une organisation différente peut amener les adolescents à vivre leurs temps de loisirs dans un cadre extra-territorial à leur quartier d'habitation.

Cette dimension est un élément qui peut être mis en avant pour répondre à une problématique réelle pour les collectivités locales d'organiser le temps de loisirs des adolescents, notamment des quartiers populaires avec lesquels il peut être difficile de construire une réponse éducative qualitative et leur permettant de se construire des repères au-delà de leur territoire d'habitation.



Mathias Cadot

Mathias CADOT est directeur général de l'Accoord à Nantes. Il a été directeur de Rés0 Villes de 2015 à 2018 et a eu un parcours professionnel entre les collectivités locales mais aussi dans le monde associatif. Ses engagements sont liés aux questions éducatives et aux thématiques en lien avec la politique de la ville.

Contexte de l'étude

L'Accoord est une association d'éducation populaire qui organise à Nantes de nombreuses activités, notamment pour les adolescents. A ce titre, 17 espaces d'animation ados sont ouverts dans tous les quartiers de Nantes, et nous accueillons, chaque année 2500 collégiens et collégiennes. Une équipe d'une quarantaine de professionnels organise des temps de loisirs éducatifs, des sorties, des séjours, des actions de prévention, d'information et de multiples projets pour ces jeunes.

En 2014, nous avons procédé à une large modification de l'organisation avec comme objectif de rompre avec le seul rapport des jeunes avec leur territoire de vie et en proposant une organisation des espaces d'animation, non plus, à l'échelle d'un quartier, mais à l'échelle de plusieurs quartiers de la ville afin de permettre le brassage entre les jeunes de ces différents quartiers et éviter l'hyper attachement à un territoire

qui peut entraîner des phénomènes d'hostilité, voire de violence et des phénomènes de bande.

En 2019, nous avons souhaité faire une étude sur l'effet de cette réorganisation en menant avec l'association des Francas de Loire-Atlantique, une étude-action sur le rapport aux territoires des collégiens. Cette étude a été présentée lors d'une journée co-organisée avec RésO Villes en novembre dernier.

Cette étude a porté sur l'analyse des données d'une base de données de 1900 adolescents fréquentant notre association en 2019. Ces données ont été cartographiées par le COMPAS pour visualiser ce rapport au territoire.

Postulat de départ : le rapport des adolescents aux territoires

L'image de la jeunesse des quartiers populaires est majoritairement négative lorsqu'elle est donnée par les médias et est souvent partagée dans l'opinion publique. Très souvent, on associe cette jeunesse à la notion de bande, de délinquance, de trafics ... Si cette réalité d'une petite délinquance ne peut être niée, elle est loin de recouvrir la typologie de tous les jeunes de ces territoires.

En 2006, un an après les émeutes urbaines, un article paru dans la revue *Enfances et Psy* (Avenel, 2006) décrit ainsi ces phénomènes « *Fortement attachés à « leur » cité, les jeunes hommes développent sans ambages une sorte de conscience fière. L'identification à la cité stigmatisée opère le renversement d'un handicap en une ressource. Le sentiment de déréliction devient celui de la force du groupe, le lieu de l'exclusion devient un espace de protection, le mépris éprouvé intérieurement devient revendication collective.* »

Parallèlement, la relation au territoire, et en particulier au quartier, est un élément récurrent de la sociologie urbaine et bien souvent, on arrive à démontrer le caractère très ambivalent de cette relation autour de deux éléments visibles : appartenance ou rejet. Ces deux sentiments qu'expriment les adolescents sur leur relation à leur territoire est largement à nuancer, notamment dans une ville comme Nantes où les quartiers populaires sont totalement intégrés à l'aire urbaine de la métropole.

Un autre élément notable est lié à la dimension genrée du temps libre mis en avant dans les travaux d'Yves Raibaud (2012), réalité très forte de la pratique adolescente et que les professionnels de l'animation tentent de contrer afin de favoriser la mixité entre les jeunes.

Bien entendu, l'appartenance à un quartier populaire a des conséquences très directes liées à la question des inégalités sociales, avec son apanage d'effets notamment sur la réussite scolaire ou sur la difficulté d'insertion dans la vie professionnelle. Pour autant, peut-on parler d'aspect communautaire, d'attachement fort et définitif des adolescents ?

Lors de la réorganisation des activités pour les 11-15 ans à destination des adolescents, le parti a été pris de considérer que la relation exclusive à un territoire ne devait pas être l'élément déterminant pour proposer aux jeunes des activités à leur destination. Au contraire, l'offre a été totalement réorganisée pour apparaître complémentaire à l'échelle de territoires plus importants (4 grands quartiers réunissant entre 3 à 6 espaces jeune) et un lieu en centre-ville (le Studio 11/15 ans) pour proposer une offre en centralité.

Très concrètement, l'évolution a été posée autour de plusieurs éléments permettant d'accompagner cet objectif de mobilité autour des programmes proposés aux adolescents pour proposer une offre diverse et complémentaire à l'échelle de chacun des territoires. Le développement des formations professionnelles et continues des animateurs a été un point essentiel pour favoriser ce programme afin de les faire évoluer dans leurs pratiques et de répondre aux attentes en constante évolution des adolescents. Par exemple,

nous avons beaucoup investi autour du champ numérique pour répondre à cet enjeu éducatif essentiel.

Un premier élément quantitatif est à noter dans le cadre de cette refonte ados : avant cette réforme profonde, 1200 adolescents par an fréquentaient nos actions, aujourd'hui plus du double est accueilli validant l'hypothèse qu'une offre territoriale et extraterritoriale pouvait convaincre les ados et leurs familles de s'inscrire dans ces propositions.

Une évaluation, quatre ans après « la refonte ados »

Quatre ans après cette organisation, une étude en lien avec le Compas et les Francas de Loire-Atlantique a été conduite pour savoir si le sentiment des équipes d'une mobilité effective était réel.

Notre échantillon de jeunes est de 1900 jeunes dont 66% habitent les quartiers politique de la ville (zone cerclée en orange) comme le montre cette première cartographie.

Notre étude démontre que 44,5% des adolescents choisissent de fréquenter plusieurs espaces jeunesse et donc migrent vers d'autres territoires que leur territoire de vie. Ce premier élément est un point essentiel du comportement des loisirs de ces collégiens et contrecarre l'idée souvent répandue d'une appartenance à un quartier et d'un refus de considérer les autres territoires de la ville comme des territoires de vie.

Cette fréquentation de plusieurs espaces d'animation progresse avec

l'âge des jeunes, ce qui est logique au regard de l'acquisition d'autonomie de ces collégiens.

Nous notons, également, que ce sont les jeunes issus des quartiers politique de la ville qui sont le plus mobiles sur le territoire. Cet élément peut s'expliquer autour de deux phénomènes, le premier est l'effet un peu repoussoir des QPV pour les jeunes qui n'y vivent pas, le second est justement la dimension attractive de quartiers moins stigmatisés.

Mais cette lecture pourrait être un peu simpliste, et c'est bien le travail mené par les professionnels de ces espaces d'animation qui est un élément majeur de cette réalité. Dans ce cadre, les projets d'animation qui sont menés ont pour vocation à proposer de mixer les publics. Le choix a été posé, ici, de recruter des professionnels diplômés.

Un exemple fort de ce choix d'organisation se traduit, également, dans la volonté de proposer des séjours (de 1 à 10 nuits) qui brassent au-delà d'un seul quartier. C'est un élément qui, globalement, a été positif, même si une médiation forte peut être néces-

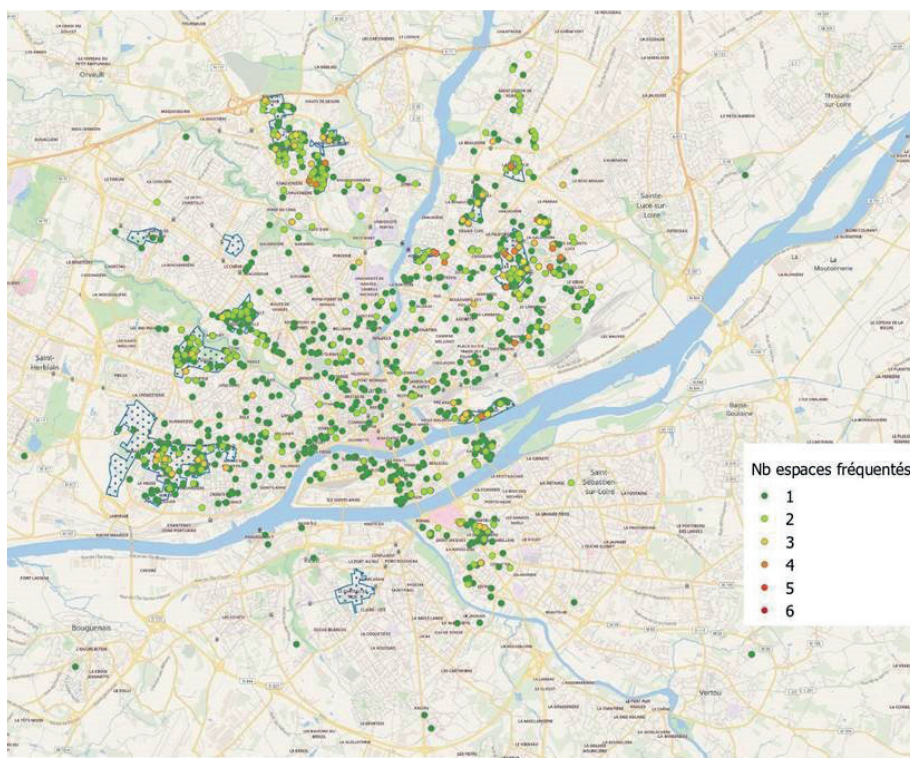


Figure 1 - Nombre d'espaces d'animation fréquentés par adolescent
Source : Accoord 2019-06 - Réalisation Compas-TIS

saire pour cette cohabitation. En effet, des rivalités de bandes de quartiers restent possibles, et les provocations, notamment via les réseaux sociaux peuvent être des éléments aggravants de cette situation. Pour autant, cet élément d'organisation facilite également l'interconnaissance des adolescents et leur envie de se retrouver à l'issue de ces moments soit dans leurs quartiers d'origine, soit dans un lieu tiers.

Un constat est également réalisé sur le fait que plus l'âge des adolescents progresse, plus ils « voyagent » entre les espaces. Ainsi, 12,5% soit 230 adolescents fréquentent au moins 3 espaces, et certains jusqu'à 6 parmi les 19 existants sur Nantes.

Ce graphique illustre ce rapport entre nombre d'espaces et âge des participants :

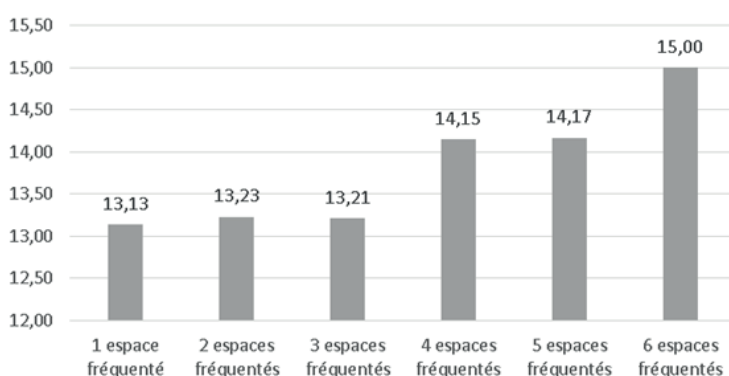


Figure 2 - Moyenne d'âges des adolescents ayant participé au moins à une activité au sein d'un ou plusieurs espaces.

La spécificité du Studio 11 15 ans versus l'espace ado du quartier du Clos Toreau

Installé à quelques mètres de l'attraction touristique majeure, les Machines de l'Île et son éléphant, le Studio 11/15 est situé en hyper centre-ville. Il propose des actions diverses liées aux loisirs mais aussi à l'accompagnement à la scolarité, comme la plupart des lieux.

Cette proposition de centralité est une offre qui concerne à la fois le territoire de proximité mais aussi l'ensemble de la ville. Sur 300 adolescents fréquentant ce lieu, 70% est extérieur au quartier. Il permet ainsi d'accueillir des jeunes issus de tous les quartiers de la ville, certains par choix assumé des jeunes ou des familles de ne pas fréquenter le lieu présent sur le territoire pour des raisons réelles (mésentente avec un groupe) ou supposées (image QPV). Mais, pour la plupart des jeunes, c'est une offre complémentaire à ce qui se vit sur leur quartier leur permettant ainsi d'appréhender la ville dans sa globalité.

La fréquentation de cet espace est aussi un élément de découverte et d'apprentissage des transports en commun en autonomie qui est un élément déterminant de l'insertion sociale des jeunes habitants d'une ville.

Par ailleurs, la mixité des publics accueillis dans cet espace permet un brassage des adolescents de ces quartiers favorisant ainsi la découverte des autres et l'intégration des ressemblances et des différences.

Il faut sans doute aussi noter la qualité intrinsèque des locaux de cet espace d'animation spécifique, de ses aménagements et des outils installés en son sein ; attention rare à l'adresse des ados, pour qui les collectivités considèrent souvent que quelques m², une table de ping-pong sont suffisants ; sont un facteur d'attractivité. L'Accoord tente de qualifier d'autres espaces d'animation dans ce sens avec des projets de studio-relais dans d'autres territoires de la ville.

Si l'on compare cet espace à un autre lieu inséré dans le quartier du Clos Toreau, nous trouvons des proportions inverses au lieu central puisque sur 130 adolescents, 71% sont issus directement du quartier. Dans les 39% d'adolescents issus d'autres territoires, la grande proportion est issue des quartiers voisins, mais tout de même près de 20% des jeunes viennent du reste de la ville, leur demandant d'appréhender un circuit de transport en commun important et qui n'est pas un élément contraignant.



Figure 3 - Nombre d'adolescents entrants sur le quartier pour y pratiquer une activité

Une récente étude de l'Injep, « Goûts, pratiques et usage culturel des jeunes en milieu populaire » (Dahan, 2020) émet à travers trois monographies, d'intéressants éléments, notamment sur la mobilité des jeunes.

Elle constate, comme nous pouvons le faire, que la mobilité est une réalité mais qu'elle est limitée à la fois par les barrières culturelles et économiques qui sont de réels freins à la pratique de loisirs.

« Il semble évident que la nature même de l'exploration de leur environnement est largement conditionnée notamment par leur origine sociale et leur condition financière... » confirme ce travail d'enquête. C'est bien ce phénomène que nous tentons de contourner avec une politique de lieux accessibles dans plusieurs territoires et une politique tarifaire adaptée aux quotients familiaux afin de rendre pratiquement gratuite la plupart des actions proposées.

Pour autant, il ne faudrait pas imaginer une mobilité totale de tous les adolescents vers l'ensemble des territoires. Ce diagramme en étoile montre que c'est vers ce lieu central que la mobilité est la plus facile.

Si les effets de cette évolution nous apparaissent positifs, il reste bien entendu des éléments qui fragilisent cette volonté éducative. Les inégalités sociales, les barrières psychologiques, la complexité de déplacement où des situations de tension rencontrées dans certains quartiers de la ville peuvent jouer des freins réels.

Ce travail est un perpétuel recommencement pour les équipes éducatives qui accueillent des jeunes par cycle et ce renouvellement demande, à chaque fois, de reposer un diagnostic sur les besoins des jeunes et d'imaginer un fonctionnement adapté.

Les adolescentes, premières bénéficiaires

La place des filles dans l'accueil des adolescents et des jeunes est très souvent un élément particulier et elles sont très largement sous représentées. L'étude de l'Injep évoquée plus haut le rappelle « *Les filles s'approprient beaucoup moins l'espace public du quartier, elles sont peu visibles. En général elles s'invitent les unes chez les autres, ou sortent plus facilement hors du quartier pour être à l'abri des regards, du contrôle social informel – ceux des garçons et des frères. Les filles, plus que les garçons, veulent échapper au quartier où tout le monde se connaît.* »

De nombreuses villes ou associations sont confrontées à une mixité très faible dans les lieux d'animation réservés aux jeunes : images négatives pour les parents ou les filles, méfiance notamment des populations où la religion reste un repère fort, occupation massive par les garçons laissant peu de place aux jeunes filles... Par ailleurs, les équipes d'animation sont souvent très largement masculines pour « tenir » face à des adolescents aux comportements parfois difficiles.

Aujourd'hui, nous pouvons constater que près de 50% des adolescents accueillis sont des adolescentes, ce qui reste un point de grande satisfaction. Cette situation n'est pas due au hasard mais à un certain nombre de facteurs : le recrutement des animateurs cherche à favoriser la mixité des équipes d'encadrement, les actions proposées ne sont pas uniquement à destination des garçons. Il existe, également, une certaine permissivité de pouvoir accueillir, parfois de plus jeunes enfants qui sont confiés à la garde de leur grande sœur. Sans cette acceptation, le nombre de jeunes filles serait singulièrement réduit.

Le facteur important est bien celui de la mobilité accrue que permet le système de loisirs proposé par l'Accoord. C'est un élément qui leur permet de pouvoir échapper au contrôle social réel ou informel, de pouvoir échapper aux fratries notamment. Cette question reste, pour autant, un sujet de réflexion permanente, car à chaque génération de jeunes filles, il est important de pouvoir recréer le lien de confiance avec les familles.

Trop souvent, on considère ce temps comme un temps peu important alors qu'il est au contraire un moment important dans la construction sociale des individus.

Dans notre société complexe, les compétences demandées aux jeunes qui doivent s'y insérer sont nombreuses en termes de savoir, de savoir-être, de savoir-faire. Les jeunes des quartiers populaires doivent, plus que les autres, faire face à de nombreuses discriminations.

C'est bien dans la continuité éducative et les approches différentes de ces divers temps de vie qu'ils peuvent se constituer ces bases fondamentales pour se construire un avenir à la hauteur de leurs rêves et de ceux de leurs familles.

De la pratique de loisirs à l'insertion sociale, citoyenne et professionnelle...

Notre société reste très scolaro-centrée donnant à l'école une responsabilité disproportionnée au regard de la réalité. Une année scolaire représente, environ, 180 jours par an, le temps extrascolaire 110. Le rapport est donc beaucoup plus mesuré qu'il semble de prime abord.

Le temps de loisirs des enfants et des adolescents est un temps d'acquisition, d'expérimentation, d'ouverture et de découverte. Il est, donc, de la responsabilité, des pouvoirs publics de proposer un cadre ambitieux et qualitatif qui permette aux adolescents de pouvoir y participer dans des conditions qualitatives.

Bibliographie

AVENEL, Cyprien. 2006. Les adolescents et leur cité, dans les « quartiers », Enfances & Psy 2006/4 (no 33), pages 124 à 139

DAHAN, Chantal. 2020. Goûts, pratiques et usages culturels des jeunes en milieu populaire, INJEP, octobre 2020

RAIBAUD, Yves. 2012. Genres et espaces du temps libre in L'information géographique, Armand Collin,

Créer des « ateliers de la pensée critique » avec les jeunes en prenant en compte leurs représentations « du monde »

Résumé

Depuis 2014, nous avons en collaboration avec six municipalités mené une recherche-intervention sur le thème « Ecouter les jeunes des quartiers populaires pour renforcer l'esprit critique ». Ces travaux ont été soutenus par la Politique de la ville et les résultats de ces enquêtes seront publiés prochainement. Cet article rend compte de ces démarches et identifie les résultats des enquêtes qui sont les références pour mettre en place des situations pédagogiques animées par les professionnels de la jeunesse, les enseignants. Ces ateliers collectifs visent à renforcer les capacités critiques des jeunes et à aider les professionnels à tenir cette perspective de travail à long terme avec les jeunes. Ainsi nous présentons le dispositif d'expérimentation de ces ateliers de la pensée critique, les choix stratégiques et pédagogiques que supposent leur mise en œuvre et des situations d'atelier déjà réalisées.



Joëlle Bordet

Joëlle Bordet est chercheuse psychosociologue, directrice de recherche émérite au Centre scientifique et technique du bâtiment. Elle a pour objet de recherche les modes de socialisation des jeunes qui vivent dans les quartiers populaires urbains ; elle réalise des recherches-interventions qui accompagnent la définition et la mise en œuvre des politiques publiques plus particulièrement dans le champ de la Politique de la ville. Elle anime un réseau de recherche-intervention international avec plusieurs pays de plusieurs continents, la dernière a pour thème « De la colère à la démocratie. Accompagner les jeunes des quartiers populaires vers l'émancipation ».

« Ecouter les jeunes des milieux populaires dans leur rapport au monde », une enquête collective auprès des jeunes

Dès les premiers départs de jeunes à Daech en 2014, avec plusieurs municipalités et associations, nous avons mis en place une recherche-intervention pour ne pas se focaliser sur le risque de la radicalisation et pour comprendre les significations de ces départs en écoutant les jeunes dans leur rapport au monde. J'ai pensé à cette proposition en référence à l'expérience du réseau de recherche-intervention international « Jeunes, Inégalités sociales et Périphérie » créé depuis quinze ans avec des chercheurs, des artistes et des acteurs de l'éducation de huit pays (Brésil, Russie, Ukraine, Portugal, Italie, Israël-Palestine, France, Sénégal). Lors des séminaires internationaux avec les jeunes, nous avons constaté qu'ils vivent dans la mondialisation et se situent par rapport au monde même s'ils ont des positions et des représentations différentes selon les pays représentés. Leurs usages des réseaux sociaux y contribuent fortement. En référence à ce constat, j'ai

proposé, en 2014, aux responsables des municipalités et des associations d'écouter les jeunes dans leur rapport au monde, et à terme de créer des pédagogies qui leur permettent d'échanger entre eux, avec les adultes, pour interroger et construire davantage des cultures partagées de leurs représentations. Cette recherche-intervention a été menée sur trois ans. Elle a associé des acteurs des villes d'Échirolles, de Gennevilliers, de Nantes, de Strasbourg, de Lille. Elle a été accompagnée par des responsables du CGET (Commissariat général à l'égalité des territoires). Dans le cadre de ces travaux, nous avons écouté trois cents jeunes et étudié ces entretiens semi-directifs. À l'issue de cette première phase de l'enquête, les responsables du CGET ont souhaité que nous menions des entretiens avec des jeunes en milieu semi-rural. En réponse à cette préoccupation, nous avons construit un travail collectif à Figeac avec l'Udaf (Union départementale des associations familiales) et les Maisons familiales rurales ; nous avons mené des entretiens avec environ quatre-vingts jeunes.

Ces entretiens semi-directifs qualitatifs ont tous été retranscrits et analysés, ils visent à mieux connaître les représentations des jeunes en prenant en compte le territoire local, la France et le monde, à la fois dans leurs dimensions géopolitiques et dans les dynamiques d'appartenance et de construction identitaire des jeunes. Ces analyses partagées ont fait l'objet de multiples communications et ont donné naissance à des « ateliers de l'esprit critique ». Plusieurs d'entre eux sont en cours de réalisation à Lille, Roubaix, Échirolles et d'autres sont en cours de mise en place, plus particulièrement dans le cadre du programme des Cités éducatives.

Écouter les jeunes de « l'intime au politique » pour créer des ateliers de la pensée critique

Plusieurs résultats d'analyses de l'enquête construisent notre façon d'aborder cette notion de l'esprit critique ; elles étayent les démarches proposées et contribuent à l'analyse de ce qui se passe pour les jeunes dans ces démarches mises en œuvre. Elles sont centrées sur l'analyse du rapport des jeunes « de l'intime au politique ».

Un premier axe d'analyse est le suivant : aujourd'hui le rapport des jeunes au temps et à l'espace a très vite changé. Les jeunes vivent en permanence en lien immédiat avec les informations du monde entier, leur premier rapport à la mondialisation se construit dans cette immédiateté et ils expriment le sentiment d'être submergés, voire fragmentés par ces informations. Pour autant, ils ne peuvent pas renoncer à cette relation immédiate qui, pour certains d'entre eux, est presque addictive. Ils disent combien c'est intéressant de recevoir ces informations sur les espaces numériques parce qu'ils se sentent exister dans le monde, mais aussi à quel point cela tend à les immobiliser et à les rendre impuissants pour pouvoir être actifs vis-à-vis des événements du monde.

Alors, face à ce phénomène, ils ne classent pas les informations, ils ne les mettent pas en lien avec des représentations construites, voire des idéologies, mais cherchent à savoir si ce qu'on leur dit est vrai. Cette recherche de la vérité en croisant les informations des sites les multiplie ; cela les submerge et les rend très fragiles par rapport aux thèses complotistes. Tout est tellement compliqué, tellement fragmenté, que pour y échapper ils recherchent quelle est la main invisible qui aurait la maîtrise de tout cela. Il est clair que la pandémie mondiale du coronavirus renforce leur fragilité face aux thèses complotistes.

Il est marquant dans ces enquêtes que toutes les connaissances qu'ils ont apprises dans leur cursus scolaire sont très peu utilisées pour prendre cette distance et créer des catégories d'analyses car ils sont

submergés par les émotions et souvent par la peur et la sidération. Pour autant, dès qu'ils sont en situation de penser, de pouvoir mettre à l'épreuve ces connaissances, ils respirent davantage et éprouvent un grand plaisir à penser pour eux-mêmes et avec les autres. Les analyses montrent aussi que plus ils sont « fixés » dans leur quartier, voire dans la cage d'escalier, plus ils sont fragiles par rapport au complotisme. La transformation de leurs frustrations, parfois de leur violence par ce rapport aux explications complotistes, peut les engager dans la haine et le fanatisme, aujourd'hui prioritairement l'Islam radical. Favoriser les circulations, l'expérience avec leurs corps de la rencontre des autres, la découverte en particulier des pays étrangers, leur permet de s'ouvrir à la complexité du monde, en étant moins submergés et ainsi de créer un autre rapport à la mondialisation. L'accompagnement de certains jeunes sur des années nous a montré à quel point la rencontre de l'autre jeune, à la fois proche et différent, l'aide à pouvoir penser.

Un deuxième axe d'analyse est celui de leur rapport à la temporalité, à leur historicité. La plupart des jeunes que nous avons rencontrés ont un rapport au temps « spéculatif » ; leur approche est la suivante : « où faut-il que je vive pour que cela soit le plus positif pour moi et me rapporte le plus ? » Ils ne se situent plus dans une temporalité historique : « passé, présent, avenir » à la fois au plan personnel mais aussi par rapport à l'histoire. Certains jeunes ont dit lors des enquêtes : « nos parents se sont complètement trompés, ce n'est pas en France qu'il fallait venir mais en Grande-Bretagne ou au Canada ». Lorsqu'ils ont dit ces paroles ils ne pensaient pas à la réussite sociale mais à la dignité, en particulier au respect du port du voile. En effet, les rapports à l'affirmation identitaire par le port du voile, du foulard, du niquab ne sont pas acceptés de la même façon entre la France et ces pays, ils estiment alors que « les musulmans » sont mieux respectés dans ces autres pays.

L'histoire de la France, de la colonisation, les conditions historiques et économiques d'arrivée de leurs familles en France, maintenant il y a plusieurs générations, sont très peu abordées par eux ; des enquêtes d'autres chercheurs ont montré à quel point l'histoire intime de la famille est très peu transmise,

voire secrète. Il est alors très difficile pour ces jeunes d'établir des liens entre la « grande histoire » et la « petite histoire ». Ils ne peuvent pas vivre de façon héroïque cette histoire mais ils estiment que leurs parents ont vécu la négation de leur identité et le racisme, et qu'aujourd'hui eux n'accepteront pas de se soumettre et de masquer leur identité. Certains d'entre eux ont tendance à essentialiser leur identité en la réduisant « à être noir ou à être musulman ». Pouvoir s'identifier à une identité « compacte » leur permet alors de s'affirmer mais ils risquent aussi de s'enfermer dans des positions victimaires.

Ces questions sont très complexes et très vives dans notre société, le travail conceptuel et clinique à mener est très important. Dans le cadre de ces ateliers, nous souhaitons qu'ils puissent nouer davantage ces rapports « entre la petite histoire et la grande histoire » et pouvoir s'y situer en référence à des situations de vie actuelle.

Nombre d'entre eux parlent entre eux de l'histoire et des événements politiques en cours mais leur reconstruction est parfois surprenante et peu de situations leur permettent d'exprimer ce qu'ils se disent entre eux à ce propos. En fait, peu d'adultes les sollicitent et dialoguent avec eux. A l'école, les enseignants sont souvent saisis par la remise en cause de leur transmission de connaissances et l'émergence parfois violente de paroles de jeunes qui les interpellent au nom de ce qu'ils ont lu souvent sur les réseaux sociaux et souvent partagé entre eux. L'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire et de géographie, a créé une sidération et une onde de choc considérable à la fois pour les enseignants, la société toute entière et contribue à une inflexion politique importante concernant les politiques de sécurité et d'éducation. La mise en place de pédagogies actives comme celles des associations de l'éducation populaire au sein des établissements scolaires en particulier les collèges en lien avec les enseignants peut alors aider à prendre en compte les représentations et les émotions des jeunes pour penser ensemble. Ainsi certaines séances des ateliers que nous proposons se tiendront au sein des établissements scolaires et permettront de faire des liens avec les connaissances acquises en classe.

Lors de ces enquêtes, nous avons été aussi marqués dans ces entretiens par l'angoisse des jeunes et pour certains d'entre eux une sorte d'épuisement. Beaucoup d'entre eux ont dit que ce monde est difficile, que les obstacles leur paraissent parfois infranchissables et qu'il est bien compliqué de se projeter dans l'avenir. Lorsque nous leur avons demandé dans les entretiens « ce qu'ils seraient dans dix ans ? », certains d'entre eux ont dit qu'ils ne pouvaient pas l'imaginer mais la plupart ont été contents de se projeter dans l'avenir. La plupart d'entre eux ont dit « qu'ils auraient une famille et qu'ils travailleraient ». Cependant, ils sont très inquiets par rapport au travail, car en particulier pour les jeunes garçons, c'est une nécessité pour fonder une famille, les jeunes filles, elles, s'imaginent mariées avec des enfants, et pour nombre d'entre elles ne pensent pas travailler, leur inquiétude est alors de rencontrer un homme qui moralement soit une référence sûre pour elle et leurs enfants. Leur lien avec la religion, en particulier l'Islam comme morale prescriptive, est alors immédiat. Les jeunes filles qui veulent travailler expriment souvent des revendications féministes d'égalité par rapport à leur futur mari.

Nombre d'entre eux expriment leurs incertitudes face à l'avenir du monde, avec la pandémie du COVID ce sentiment d'un monde incertain s'est renforcé. Je pense à cette phrase d'un jeune de vingt ans à Figeac qui dit : « si c'est l'holocauste général, je veux mourir en premier, mais sinon je veux voyager et découvrir le monde ». Cette quasi-impossibilité de s'étayer sur une sécurité du monde influence beaucoup leur rapport au monde. Lors de cette pandémie, en avril-mai 2020, dans le cadre du réseau « Jeunes, inégalités sociales et périphéries », quatre-vingts jeunes des quartiers populaires urbains issus de onze pays se sont adressés des lettres sur ce qu'ils vivent lors de cette période. Leur lecture montre qu'ils se définissent comme « la génération du COVID », qu'ils prennent la responsabilité de l'avenir de la planète et ils expriment une fraternité entre eux pour relever ce défi. Les enquêtes montrent l'importance de l'espace de vie locale sur le plan social et politique. C'est un lieu possible de réassurance et de sécurité, le choix des politiques locales constitue un enjeu immédiat dans la vie des jeunes et des familles. La référence à l'appartenance à la France est majoritairement ambivalente : « la devise de la France est très belle, mais la France ment, elle ne fait pas ce

qu'elle dit ». La mise au travail avec les jeunes de ces trois références locale, nationale, mondiale permet de transformer ces inquiétudes car lorsque les jeunes sont actifs par rapport à ces différentes échelles, ils conquièrent du pouvoir et cela met à distance leurs angoisses, voire les transforme.

Dans ces enquêtes, des jeunes nous ont exprimé leur renoncement à soutenir quelque chose de ce monde et la nécessité de subir ce monde pour exister dans « l'au-delà ». Je pense à ces paroles de jeunes qui après avoir expliqué que sans la croyance ce monde est impossible à vivre, ainsi lors d'un entretien, l'une d'elle a dit : « ce monde, il est trop fatiguant, il faut bien qu'il existe un au-delà ». Ces jeunes filles rencontrées dans un centre social à Lille revendiquaient plusieurs sortes de croyance : l'existence de mondes paranormaux, être vegan et aussi musulmane. Toutes s'accordaient à dire que vivre ne pouvait se réduire à une existence terrestre.

Ces paroles des jeunes, ce qu'elles signifient de leur rapport au monde et à eux-mêmes, leur charge émotionnelle ne sont pas faciles pour tous les adultes et donc aussi pour les professionnels qui les accompagnent. Nous souhaitons que ces « ateliers de la pensée critique » permettent d'accueillir ces paroles et ces postures sans refus et sans jugement et de les mettre au travail pour y réfléchir, pouvoir les penser ensemble.

La mise en place de formation expérimentation des « ateliers de la pensée critique » avec des collectifs d'interlocuteurs des jeunes

En référence à ces résultats de la recherche-intervention, nous avons créé des formations expérimentations pour créer des « ateliers de la pensée critique » sur plusieurs sites en France, Lille-Faubourg de Béthune, Roubaix-Tourcoing, Échirolles, Mayotte depuis deux ans. Aujourd'hui je crée une équipe de psychosociologues pour mettre en œuvre quinze formations expérimentations sur quinze sites en France dont dix dans le cadre des « Cités éducatives », programme de travail de la Politique de la ville et de l'Éducation nationale. Les résultats de la recherche-intervention et l'expérience de ces premiers ateliers nous permettent de définir le cadre et les pédagogies de ces ateliers. Nous visons à créer des démarches qui permettent aux jeunes d'exprimer et de reconnaître leur subjectivité et de créer des liens entre cette approche subjective des événements, leurs représentations et ce qu'ils en pensent. Nos travaux précédents dans le champ de la clinique de l'adolescence et des pédagogies actives comme le jeu dramatique constituent un point d'appui pour créer ces démarches. Constituer ensemble une scène permet aux jeunes à la fois de se sentir protégés mais aussi de s'impliquer personnellement. Il est alors possible de créer ensemble une pensée réflexive, suite à ce qui s'est passé sur cette scène. Voici un exemple vécu lors de ces ateliers :

Nous sommes à Mayotte dans un séminaire en internat organisé par les Ceméa de Mayotte avec quatre-vingts jeunes entre seize et vingt-cinq ans ; de nombreux professionnels issus des associations locales d'accompagnement des jeunes adultes animent ce séminaire. Dans ce cadre, nous mettons en place un travail collectif concernant l'exercice de l'esprit critique avec environ quinze jeunes, environ huit professionnels locaux et trois représentants du réseau international dont un chercheur pédagogue sénégalais et une psychologue artiste italienne. La présence de personnes étrangères à la France contribue à sortir de la relation France métropole et Mayotte, relation toujours un peu compliquée. Nous créons alors une scène de travail, un groupe de jeunes devient acteur, d'autres auront un rôle d'observateur actif, et outre l'animateur de ce moment, plusieurs adultes pédagogues présents auront à la fois un rôle de facilitateur.

En référence à la figure de la controverse, particulièrement celle de Valladolid, nous mettons en place une situation de controverse, observée par les observateurs. Il s'agit en référence à une situation précise d'échanger des arguments pour éclairer la prise de décision. Dans le cas précis, la situation proposée est la suivante : « dans un village à proximité, les maisons des clandestins ont fait l'objet d'un « décasage », cela signifie que les maisons de ces habitants ont été brûlées. Face à cette situation grave mais malheureusement régulière à Mayotte, le maire d'un village proche met en place un échange avec les habitants pour pouvoir prendre une décision par rapport à l'accueil de ces personnes qui ont perdu leurs maisons dans leur village. »

Le groupe de jeunes acteurs se répartit les positions : six jeunes sont « pour accueillir » les habitants qui ont subi le décasage, six autres sont « contre ». Les jeunes discutent ; pour respecter la répartition, l'un d'eux, alors qu'il est « pour », prendra la position du « contre ». Il dira, lors de l'analyse, qu'il a trouvé très intéressant de prendre une position différente de la sienne au début du travail et de l'explorer. Après qu'un professionnel ait bien précisé le processus de travail et les règles du jeu, en particulier le caractère confidentiel des propos de cette séance, les jeunes échangent

des arguments pendant trente minutes ; la décision ne sera pas prise mais nous analyserons ensemble les arguments et ce qu'ils signifient pour eux. La parole est alors aux jeunes joueurs qui expriment ce qu'ils ont ressenti et pensé, puis aux observateurs jeunes puis aux observateurs adultes puis nous débattons quelques minutes ensemble. Lors de ce travail, une jeune femme qui a dix-huit ans et qui fait un stage comme « ambassadrice des droits » sort de la scène en pleurant. Un animateur qui la connaît bien, la rejoint et parle avec elle. Elle dit que lorsqu'elle avait douze ans, elle a participé avec ses parents à un décasage, ils lui avaient dit que les Comoriens sont des personnes délinquantes. Ce qu'elle a vécu ne sera pas travaillé par le groupe mais quelques personnes qui la connaissent bien et qui l'accompagnent dans son stage parleront avec elle. Lors de l'analyse de ce moment, un jeune homme dit son plaisir à avoir parlé, échangé des arguments car dans la culture populaire de Mayotte les jeunes ne prennent pas la parole, ce sont les « grands » qui la prennent. En fait, dans la société mahoraise, ces repères culturels changent et de nouveaux modes de dialogue intergénérationnel se construisent, les associations y contribuent. Pouvoir parler même dans un cadre confidentiel de travail représente pour ces jeunes un événement, et ils demanderont de poursuivre des modes de dialogue, les professionnels du PAEJ (Point écoute jeunes) s'inspireront de ces moments de travail pour poursuivre ces pédagogies.

Ces ateliers collectifs visent à inspirer des collectifs de professionnels pour qu'à l'issue de ces expérimentations ils créent d'autres situations pour penser avec les jeunes et qu'eux-mêmes puissent prendre conscience de leur propre subjectivité et de leur intérêt à penser avec eux. Dans cette démarche nous interrogeons le principe de neutralité car trop souvent au nom de ce principe, les professionnels de l'animation se réfugient dans des prestations d'activités qui n'engagent pas l'implication subjective dans le cadre du travail. Cependant, ils tissent des liens avec ces jeunes et hors de ce cadre du travail, ils accompagnent leurs dynamiques identitaires et ce qu'ils pensent « du monde ». Je pense que pour accueillir les jeunes, les professionnels des structures éducatives, en particulier des services pour la jeunesse, des associations de Prévention spécialisée, des centres sociaux doivent pouvoir prendre le risque d'écouter les jeunes, de dialoguer

et de penser avec eux dans le cadre de leur travail. Ces enjeux sont nécessairement mis au travail avec leurs responsables hiérarchiques et souvent les cadres politiques car cela interroge les références du projet collectif des structures d'accueil concernées et celui de la municipalité. Pour mener ce travail, nous mettons en place un dispositif de partenariat local qui associe les professionnels en lien quotidien avec les jeunes, des cadres techniques et des élus des municipalités concernées. Les ateliers mis en place dans le cadre du programme des Cites éducatives associeront aussi les professionnels et les cadres de l'Éducation nationale.

Bibliographie

Arendt, H. 1989. La crise de la culture, Editions Gallimard.

Bordet, J. et Gutton, Ph. 2017. Adolescence et idéal démocratique. Accueillir les jeunes des quartiers populaires, Editions In Press.

Bordet, J. (à paraître) « Écouter les adolescents des quartiers populaires dans leur rapport « au monde », créer des espaces pour penser ensemble », Topique, Symbolisation et sublimation à l'adolescence.

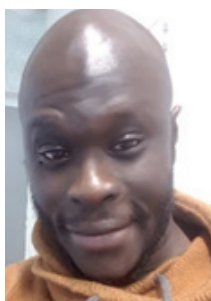
Tisseron, S. 2020. L'emprise insidieuse des machines parlantes, Éditions Les Liens qui libèrent, 2020

CGET. 2020. « Renforcer l'esprit critique en écoutant le rapport des jeunes au monde », revue Diversité, Documentation Française.

Le déploiement des théories complotistes chez les jeunes à l'épreuve des contextes socio-urbains

Résumé

Les théories du complot touchent un public hétéroclite avec des trajectoires multiples. Parmi ces catégories, celle des jeunes semble très concernée et notamment certains issus des quartiers populaires et confrontés aux problématiques de l'intégration et du communautarisme. Une partie de cette sous-catégorie souvent confrontée à l'exclusion sociale et au sentiment d'être discriminée développe des formes d'insatisfaction, de doute et de rejet du système global Français : rejet du sous-système économique et culturel ; rejet du sous-système politique ; rejet du sous-système de communication. C'est ce dernier rejet qui constitue le terreau le plus favorable au déploiement chez ces jeunes des théories du complot. En effet, en proie à des questionnements identitaires, ils vont chercher dans le cyberspace des réponses qui promeuvent le conspirationnisme en alternative à celles fournies dans les médias classiques. Cet article tente de montrer comment à travers leurs trajectoires sociales, ces jeunes justifient l'adhésion à ces théories du complot. Tout en reconnaissant la floraison de ces théories, l'article évite de tomber dans une épistémologie du vrai ou du faux qui les pré-disqualifierait, mais les appréhende plutôt sous le prisme de constructions sociales.



Pape Momar Niang

Pape Momar Niang est docteur en sociologie et chargé d'enseignement à l'université de Toulouse 2 Jean-Jaurès. Parallèlement il est consultant en vulnérabilités, radicalités et violences et travaille dans le domaine socio-judiciaire comme intervenant en collaboration avec des associations d'aide aux victimes et l'administration pénitentiaire. Il a mené des recherches sur les enfants des rues au Sénégal ; les stages de sensibilisation à l'usage des produits stupéfiants en France ; les violences sexistes et sexuelles chez les jeunes Français dans le cyberspace ; les phénomènes de radicalisation.

Introduction

Actualité des théories du complot et contexte pandémique

La crise sanitaire liée à la COVID 19 a réactualisé le foisonnement des théories dites complotistes qui y trouvent un autre souffle. Les périodes de confinement eurent des effets multiplicateurs de ces déploiements étant donné la quasi-domination par le cyberspace des flux d'information durant cette période d'une part ; mais aussi la part déterminante d'une phobie caractéristique des contextes de pandémie. Les incertitudes et les peurs liées au manque de certitude et à l'absence de stabilisation des informations sur la pandémie (Dans le cas de la COVID 19, ce fut un afflux d'informations contradictoires) ouvrent la voie aux rumeurs,

fantasmes, et stigmatisations accusatoires. En effet comme ce fut le cas lors des précédentes épidémies notamment le VIH-SIDA au début des années 80 et la peste au moyen-âge, ce furent des « groupes sociaux et raciaux » qui « entre janvier et mai 2020 » furent l'objet de « discours complotistes et haineux » (Geisser, 2020 : 14). Les Chinois ont été rendus responsables de la propagation du virus et des groupes sociaux riches et puissants ont été accusés de comploter pour le diffuser et ainsi pouvoir administrer un vaccin qui aurait des propriétés cachées malthusiennes en réduisant drastiquement la population mondiale surtout Africaine. Bill Gates serait selon ces rumeurs, anciennes, réactualisées, qui se sont déployées massivement sur les réseaux sociaux le grand maître d'œuvre d'une conspiration mondiale visant à réduire les populations du Sud à travers l'administration de ce fameux vaccin. Si cette « paranoïa iatrogénique » est principalement selon Didier Fassin une « croyance en l'existence de conspirations utilisant des ressources médicales et notamment pharmacologiques dans le but d'éliminer une population (...) » (Fassin, 2007 : 108) ; elle serait selon l'auteur un concept beaucoup plus large qui recouvrirait des champs extra-médicaux comme les catastrophes naturelles et les attentats terroristes et concernerait un public beaucoup plus hétérogène aussi bien dans les pays du Nord que du Sud.

Définir les « théories du complot » en dépassant leur pré-disqualification

Un premier constat majeur peut être effectué ici et pourrait nous éclairer sur l'ambivalence de la notion de théorie de complot et ainsi optimiser sa définition : il est que toute théorie non justifiée ni prouvée qui viserait à dénoncer un complot néfaste (du point de vue du croyant en cette théorie et/ou de son diffuseur) orchestré par un groupe d'individus qui agiraient dans le secret est considérée par la grande communauté de chercheurs comme étant une théorie du complot. Néanmoins dès lors où le complot est prouvé il échappe à la catégorisation « complotiste » alors que les individus qui sur la base de faits et pratiques avérés de manipulation et de complots découverts vont de plus en plus être réceptifs à d'autres théories dites com-

plotistes se verraient toujours désignés complotistes, sans examen préalable approfondies des vraies raisons qui justifieraient leur croyance. L'assignation et/ou la désignation unilatérale de conspirationnistes et jamais de conspirateurs alors même que cette seconde catégorie existe / peut exister donne un caractère asymétrique à l'analyse des théories dites complotistes. Elle donne en effet l'impression que les chercheurs quoi qu'il advienne donneront plus de crédibilité aux groupes dominants qu'aux groupes dominés même lorsque les seconds ont raison et les premiers ont tort. Il faudrait à ce titre accorder plus de considération aux motivations et intentions des adeptes des théories dites complotistes. Mais aussi secouer le confort dans lequel se prélassent les acteurs qui ont le monopole de la disqualification légitime. En effet les actions visant à pré-disqualifier toute théorie en la qualifiant de complotiste devraient aussi pouvoir être interrogées de façon libre et neutre par les chercheurs à l'instar de Sébastien Urbanski qui s'appuyant sur les mensonges avérés du gouvernement Bush lors de la seconde guerre d'Iraq en 2003 avance qu'« une théorie affirmant un complot peut donc être vraie et/ou justifiée tout en étant labellisée à des fins de disqualification ; inversement, quand une théorie du complot produite par des puissants s'avère infondée, elle ne sera pas labellisée "théorie du complot" mais sera qualifiée d' "erreur" » (Urbanski, 2020 :7). L'auteur introduit la notion intéressante de labellisation des théories du complot qui s'interroge-t-il serait « une façon commode de disqualifier des idées qui déplaisent ? » (Urbanski, 2020 :5). Cette « confusion » omniprésente dans la recherche sur les théories du complot « entre la nature et les effets des thèses conspirationnistes est due en partie à l'absence d'une définition consensuelle de l'expression "théorie du complot" » (Butter, Knight, 2015 : 30) d'autant plus qu'il serait impossible de «chercher à produire une recherche empirique et axiologiquement neutre sur la "théorie du complot", car le terme lui-même n'est pas axiologiquement neutre. » (Butter, Knight, 2015 : 30). Ainsi, nous proposons de prendre en compte cette dimension dans la définition des théories du complot. En ce sens, une approche prudente et neutre pour les chercheurs en sciences sociales doit aujourd'hui se démarquer de celle évoquée au début de cette sous-partie. Elle se dépouillerait ainsi des notions de véracité et de fausseté car ce qui importe pour le chercheur ce n'est pas de trancher cette guerre épistémologique et

idéologique entre « conspirationnistes » et « conspirateurs » ; ce n'est pas de démontrer si la théorie est vraie ou fausse car ce n'est pas le rôle du sociologue qui n'est pas outillé sur le plan méthodologique et empirique pour administrer cette preuve. Ce qui importe c'est de proposer une définition circonspecte qui ne mette pas à mal le principe de « neutralité axiologique ». Ainsi la définition que l'on propose est la suivante : une théorie du complot est l'émission et la diffusion d'un modèle explicatif d'un phénomène qui serait le fruit d'un complot ourdi secrètement par un groupe d'individus dans le but d'atteindre un ou des objectifs perçus comme néfastes par les émetteurs-diffuseurs et adeptes de la théorie.

Une approche herméneutico-phénoménologique

La démarche que l'on se propose ici consiste justement à restituer une recherche de terrain qui prend en compte le point de vue d'acteurs qui adhèrent à ces théories sans les enfermer dans la pré-disqualification évoquée plus haut d'une part ; et d'autre part en s'intéressant à la rencontre entre les mécanismes de déploiement de ces théories et les trajectoires et pratiques sociales des individus qui les adoptent. Butter et Knight avancent que les théories du complot sont « avant tout des constructions sociales » (Butter, Knight, 2015 : 36) tout en affirmant l'impossibilité de « produire une recherche empirique axiologiquement neutre sur la question » étant donné que le terme lui-même ne serait pas neutre. Cette dernière affirmation ne remporte pas notre adhésion car l'acceptation scientifique du terme « théorie du complot » renvoie plutôt à la désignation d'un complot avéré ou non, ce qui n'invalide pas la légitimité scientifique du terme dans la mesure où ce qui importe pour le scientifique, c'est moins l'examen de l'existence ou non du complot mais son éléction en théorie ainsi que les mécanismes de la diffusion et des adhésions que cette théorie génère. En d'autres termes, lorsqu'on

théorise un complot on est dans une théorie du complot, qu'elle soit vraie ou fausse. D'ailleurs, à supposer que le terme soit dépourvu de neutralité comme ils l'avancent, une recherche qui prendrait source dans ces « constructions sociales » individuelles déconstruirait cette absence de « neutralité axiologique » et aurait une légitimité empirique solide contrairement à ce qu'ils affirment. De même, elle permettrait de mettre le curseur sur les « "bonnes raisons" de croire à des idées conspirationnistes sans qu'il soit nécessaire de les attribuer automatiquement à la paranoïa, à des passions fanatiques ou à des imaginaires irrationnels » (Renard, 2015 : 107). Cette approche de la rationalité générale de Boudon est d'ailleurs plus « féconde » que les autres selon Renard. En s'intéressant aux représentations, trajectoires et pratiques sociales qui favorisent le déploiement des théories dites complotistes, on adopterait une approche herméneutico-phénoménologique qui mettrait à nu leur sens caché. C'est par cette démarche qu'Edgar Morin a étudié la rumeur d'Orléans en mettant l'accent sur les significations et représentations plutôt que sur des éléments d'ordre structurels ou fonctionnalistes. Elle est d'autant plus adaptée à l'analyse des mécanismes de déploiement des théories dites complotistes car elle permet aussi de cerner la production collective d'un sens commun construit à partir de traductions individuelles de la réalité vécue et construite au sens « définition de la situation » dans la phénoménologie de Berger et Luckmann. En effet, les théories dites complotistes touchent un public hétéroclite avec des trajectoires multiples et qui ont cependant un point commun car « dans tous les cas, tous sont persuadés d'être dans une démarche individuelle salutaire, positive et bénéfique pour l'individu et la société dans son ensemble. » (GIRY, 2017 : 6). Ainsi donc appréhender cette problématique sous l'angle de la communauté de sens en mettant l'accent au préalable sur ces trajectoires individuelles en dehors de toute forme de disqualification préalable nous semble assez pertinent. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes appuyés dans le cadre de ce travail sur un matériau empirique constitué de 6 entretiens menés auprès de jeunes habitants des quartiers dit « prioritaires de la ville » de l'agglomération Toulousaine. Ces six entretiens que nous avons menés personnellement sont une partie d'un panel beaucoup plus large. En effet il s'agit d'une enquête nationale coordonnée en 2018 par le Professeur Seraphin Alava dans le cadre des

projets PRACTICIES («Partnership against violent radicalization in the cities») et REDIRECT AGORA. Les entretiens ont été effectués auprès de jeunes âgés de 15 à 25 ans sensibles aux idées radicales sur leurs rapports aux théories du complot et les risques de radicalisation. Les jeunes ont été choisis après une phase exploratoire dans des salles de sport, dans d'autres lieux de vie, et à la suite d'une prospection par interconnaissance au niveau du quartier du Grand Mirail à Toulouse. C'est ainsi que sur la base du volontariat, nous avons pu avoir accès à des jeunes qui ont accepté de répondre, tout en précisant que nous avons aussi essuyé de nombreux refus. Les refus n'étant pas justifiés par leurs auteurs, nous ne pourrions avancer des raisons sans risquer d'interprétation hasardeuse. Néanmoins nous pouvons affirmer que le sujet est très sensible d'autant plus qu'il peut être corrélé à certaines formes de radicalités. Nous avons donc dû nous adapter aux acceptations et refus. C'est ainsi qu'on s'est retrouvé avec un corpus d'enquêtés assez homogène constitué de 4 garçons et 2 filles tous(tes) issu(e)s de l'immigration Africaine et Maghrébine et de confession musulmane. La publication dans cette revue prend sens dans le fait que l'article essaie d'élucider le rapport entre jeunes issus des quartiers dit « prioritaires de la politique de ville » et théories du complot. Une question centrale de recherche s'impose : Quels sont les mécanismes qui favorisent le déploiement des théories du complot chez les jeunes issus de quartiers populaires ? Nous verrons dans un premier temps que l'adhésion des jeunes à ces théories résulte d'une perte de confiance dans le système économico-culturel Français ; dans un second temps nous montrerons qu'une seconde perte de confiance au système politique structure ce processus de déploiement ; enfin on verra qu'une troisième perte de confiance au système de communication constitue l'élément déclencheur de l'adhésion à ces théories.

Rejet du système économico-culturel : sentiment d'exclusion sociale déconstruit en restriction sociale

L'adhésion aux théories dites complotistes s'opère d'abord par une perte de confiance dans un système économique incapable d'assurer également sa fonction d'intégration par l'emploi. L'exclusion sociale est ressentie unanimement chez les jeunes rencontrés qui s'auto-désignent « Noirs » et « Arabes ». Ils ont l'impression d'avoir moins de chance scolairement et professionnellement que les autres français de leur âge. En effet il y a une surreprésentation des « descendants de migrants » chez les diplômés au chômage ou contraints au « déclassement social » en n'obtenant pas des emplois auxquels « ils pensaient que leur diplôme leur donnerait accès » (SCHNAPPER, 2006 : 768). Ce constat renforce le sentiment d'injustice qu'ils ont et l'impression de subir des discriminations scolaires et professionnelles :

« Bah oui même à l'école ou en dehors quand on va dans les bureaux et tout on privilégie plus les blancs. Auteur : Et ça vous l'avez vécu ? R : Oui tout à fait. » (M -A / F 24 ans).

Ce sentiment s'appuie sur une « ethnicité ressentie », sorte d'autodésignation identitaire perçue par David Lepoutre déjà en 1997 comme une caractéristique des « adolescents noirs et maghrébins » qui y développent une « sous-culture de l'exclusion ». Plutôt que d'être supplantée par une adhésion à la culture dominante à l'entrée dans l'âge adulte, comme le stipule Lepoutre, cette « ethnicité ressentie » trouve au contraire un second souffle dans la « discrimination sur critères ethniques » au travail (CASTEL, 2006 : 791) qui vient annihiler une volonté forte d'intégration à la sortie de l'adolescence :

« Moi je pense qu'en France les très bonnes places elles ne sont pas pour n'importe qui. Je pense qu'il y a de la discrimination quand même. Je n'ai jamais vu un PDG qui ait un nom pas européen si on peut dire. » (H-H / H 20 ans).

Ce sentiment du « No futur » (CASTEL, 2006 : 792) se manifeste chez ces jeunes adultes comme une forme de désenchantement mais ne se concrétise pas par une exclusion sociale totale qui les exclurait du marché de l'emploi. En effet, les 6 jeunes enquêtés sont tous actifs (étudiante, livreur, intérimaire, agente de propreté, vigile, restaurateur) . Paradoxalement, le stigmate de l'exclusion sociale construit chez eux des stratégies d'intégration par le travail qui prennent en compte « le plafond de verre » d'une part, mais aussi le risque de basculer d'autre part dans des activités illicites délinquantes. Leurs discours rejettent d'ailleurs unanimement les comportements de ceux qui choisissent les « solutions de facilité » comme en témoigne ce jeune qui habite le quartier du Mirail : « *Ils veulent tout et tout de suite (les jeunes) quitte à faire n'importe quoi* » (A-K / H 22 ans). Dans ce jeu de survie équilibriste, les stratégies professionnelles juvéniles en choisissant le possible, renoncent à un impossible qui leur serait assigné très tôt par la société française. Ces choix consacrent chez eux la déconstruction d'une exclusion sociale subie en une restriction sociale vécue : en épousant majoritairement des carrières professionnelles non-cadres ils font le choix du possible, sorte de juste milieu à l'intersection des modèles de réussite (caïds de quartier) qui ont épousé des carrières délinquantes et de ceux favorisés parce que « blancs ». À moins de suivre le modèle exceptionnel de réussite sportive ou artistique, le seul où les « noirs » et les « arabes » sont représentés :

« J'ai l'impression que, à part le foot et le rap n'y a pas vraiment de... bah surtout c'est qu'on n'a pas d'exemple en fait de réussite les arabes et les noirs de France. On a aussi un acteur c'est Omar Sy et... on a Zidane qui... lui ça se voit il en a marre de la France il est parti vivre en Espagne, lui-même il veut plus se mouiller avec... on n'a personne qui nous, qui nous porte vers le haut... on des bouffons comme Jamel Debbouze mais à part se moquer de ses parents et imiter l'accent... » (A-K / H 22 ans).

Le sentiment d'exclusion sociale révèle un manque de confiance en un système économique perçu comme discriminant. La perte de confiance dans ce système économique renforce un stigmate de l'exclusion qui recroqueville ces jeunes autour d'autres formes de réponses à leurs questionnements identitaires que celles offertes par la société globale. Ce sont ces questionnements qui impulsent l'intérêt au « théories du complot » à travers la non-reconnaissance de la légitimité d'un système économique et culturel perçu comme discriminant. Cependant, si d'habitude, sentiment d'échec et adhésion à ces théories sont reliés, dans le cas de figure des jeunes rencontrés il s'agit plutôt d'un sentiment de discrimination systémique qui accroîtrait chez eux le risque d'échec et faciliterait la réussite pour les jeunes non-issus de l'immigration. Dès lors, la quête de réponse à ces questionnements va se structurer autour d'une seconde perte de confiance dans le système politique qui ciblerait selon ces jeunes de confession musulmane, leur religion et leur appartenance ethnique .

Perte de confiance dans le système politique : ressenti chez les jeunes d'un sentiment antimusulman et anti-arabe

Le sentiment d'exclusion et/ou de restriction sociale est de plus en plus renforcé ces dernières années par un sentiment d'injustice à l'égard de l'islam qu'ils expriment unanimement. Le sentiment d'injustice envers la religion musulmane dont se réclament nos 6 jeunes rencontrés est lié à l'attachement à la cause palestinienne : « *La guerre en Palestine est une guerre sainte pour les musulmans, c'est la guerre de notre peuple* » (A-K / H 22 ans); et plus récemment aux causes syriennes : « *Ben franchement, tout ce qui se passe là, en Syrie ou des trucs comme ça, c'est des gens qui sont derrière pour diviser les musulmans entre eux et pour mieux les gouverner* » (H-H / H 20 ans);

il y aurait donc un complot contre les musulmans afin qu'ils s'entretuent et notamment en Syrie. La cause des Rohingyas en Birmanie est évoquée aussi pour dénoncer l'inaction d'une communauté internationale dès qu'il s'agit de victimes musulmanes :

« Regarde en Birmanie, où il y a un massacre. Après ce n'est pas forcément parce que c'est des musulmans que ça me touche. C'est l'être humain avant tout. Mais déjà ce n'est pas normal que dans les médias on n'en parle pas » (A-K / H 22 ans).

Le sentiment d'injustice envers les musulmans dans le monde est partagé et se caractérise par la dénonciation d'une indignation sélective :

« Aujourd'hui les musulmans sont persécutés dans le monde entier, Palestine, en Syrie, en Birmanie Amérique centrale, en Afrique du Sud, il y a plein de pays où les musulmans ils sont persécutés et ce qui est incroyable c'est aujourd'hui les musulmans sont vus comme des criminels des gens qui ne sont pas bons alors que c'est eux qui sont le plus persécutés » (Y-M / H 24 ans).

Il se manifesterait aussi à travers la discrimination liée au port du voile comme le montre cette enquête voilée d'origine subsaharienne :

« Une fois j'étais avec une amie qui n'était pas voilée mais qui est noire, du coup on était parties à un rendez-vous pour faire un entretien dans le cadre de nos études. Du coup arrivées sur place elle a été reçue et moi on m'a dit que non il fallait attendre un peu avec des regards un peu bizarres. » (M-A / F 24 ans).

La discrimination confessionnelle est perçue ici comme encore plus déterminante que le rejet purement ethnique lorsqu'il s'agit de personnes non-arabes mais dès lors qu'il s'agit de jeunes maghrébins par exemple les deux sont parfois confondus. C'est le cas d'un sentiment d'injustice évoqué lorsque ce jeune d'origine Algérienne parle de la seconde guerre d'Irak :

« La guerre d'Irak j'étais un petit peu jeune donc je ne comprenais pas vraiment ce qui se passait mais... ensuite avec le temps j'ai compris que c'était, c'était l'argent (...) ils ont... tout détruit alors que Bagdad c'était... l'une des plus belles villes du monde, une ville millénaire, pus de 1000 d'histoire à Bagdad (...) Ils ont pendu Saddam Hussein l'un des plus grands chefs arabes du monde, l'un des leaders du peuple arabe(...) peut être que c'était pas une super belle personne c'est vrai qu'il tué pas mal de gens mais c'était quand même un modèle et un repère pour pas mal de, d'arabes sur cette terre. » (Y-M / H 24 ans).

Ce sentiment d'injustice antimusulman et anti Arabe alimente finalement une méfiance envers un État dont la laïcité serait un élément de domination de l'islam et contre l'islam. Les défenseurs de la laïcité sont perçus comme islamophobes par ces jeunes qui n'ont pas connu la guerre laïcité contre église (BLANC, 2018 : 187) . Cette méfiance serait d'ailleurs l'un des terrains favorables à la propagation de l'idéologie Salafiste en France (ADRAOUI, 2013 : 58) : « Auteur : Lorsqu'on dit de quelqu'un qu'il est radicalisé par exemple tu connais les salafistes qui sont souvent considérés comme radicalisés mais pour toi le sont-ils par exemple? Répondant : Non non non ça dépend lesquels mais maintenant je vais me répéter mais c'est encore les médias. En fait Salaf ça veut dire les prédécesseurs du prophète Mohamed ceux qui ont suivi son comportement et cetera après il y a des évolutions et tout mais voilà ils ont sali ce mot-là. » (H-H / H 20 ans). Presque tous sauf une trouvent le mouvement salafiste légitime sinon le plus légitime ou le seul légitime de tous les courants islamiques. On note aussi un sentiment d'injustice lié aux différences de traitement entre les terroristes « blancs » et ceux « noirs et arabes » : « Quand c'est un noir ou un arabe qui attaque des gens ils disent que c'est un terroriste ; quand c'est un blanc ils disent qu'il a des troubles psychiatriques, qu'il est malade. » (M-A / F 24 ans) ; « Euh par exemple un black ou un arabe si c'est lui obligatoirement c'est un terroriste alors que si ça se trouve il est peut-être malade, dépressif, schizophrène » (A-K / H 22 ans). Enfin le nationalisme néo-anticolonialiste est aussi avancé : « l'indépendance au Maroc, y'avais rien donc... appart des fruit et des légumes, autant leurs laisser et puis... c'est pour ça que... l'Algérie ils ont connu la guerre parce qu'il savaient très bien qu'en Algérie y'avais énormément de... de pétrole et d'argent à se faire sur ce peuple. Donc c'est pour

ça que... je pense que... comme on voit au... au Yémen ou en Syrie, le gaz, tout ça c'est... derrière tout ça c'est des gros contrats » (N-C / H 23 ans). Finalement les deux substrats (Discrimination ethno-confessionnelle et exclusion sociale) se superposent en une synthèse combinatoire résumée comme suit par KEPEL qui d'ailleurs y trouve une explication au djihadisme : « l'articulation entre chômage, discrimination, rejet de la France par retournement du stigmat, rupture en valeurs au nom de l'islam intégral et enrôlement au djihad [...], puis passage à la violence au Moyen-Orient ou en Europe est rendue possible par l'invocation du mantra de "l'islamophobie". » (KEPEL, 2015 : 187, cité par BLANC, 2018 : 189). Cette perte de confiance dans un système politique qui comploterait contre leur religion et au-delà les discriminerait ethniquement, va ouvrir la brèche à une troisième perte de confiance qui consiste au rejet du système de communication.

Rejet crucial du système de communication : perte de confiance dans les médias classiques et recherche de canaux alternatifs d'information

La diffusion des théories du complot sur Internet est de plus en plus récurrente. Ce fut le cas après les attentats contre « Charlie Hebdo » via les réseaux sociaux avec le succès de figures catégorisées complotistes comme Dieudonné Mbala Mbala et Alain Soral (KREIS, 2015). Ces derniers sont bannis des médias classiques mais restent populaires dans le cyberspace chez les jeunes issus des quartiers populaires : parias pour les uns et maîtres à penser alternatifs pour ces jeunes qui rejettent les experts et journalistes qui alimenteraient des complots et mensonges manipulateurs dirigés surtout contre les musulmans et les minorités ethniques. La perte de confiance dans le système de communication est une suite logique aux deux premières disqualifications (Système économique et culturel et politique).

Si la perte de confiance au système économique et culturel touche majoritairement les jeunes issus de l'immigration ; les discrédits des systèmes politiques et de communication eux, concernent un public beaucoup plus hétérogène. Les Français sont de plus en plus nombreux à perdre confiance aux systèmes politiques et surtout informationnels. D'ailleurs « la cause culturelle dominante » de l'adhésion aux théories conspirationnistes serait « la perte de confiance généralisée que l'on observe dans nos sociétés » (Renard, 2015 : 108). En effet, reprenant une enquête TNS-Sofres effectuée pour La Croix en 2011 Gérard Bronner montre que les Français sondés pensent « *que les journalistes ne sont pas indépendants dans 63 % des cas face aux pressions des partis politiques et du pouvoir, et à 58 % face aux pressions de l'argent* » (Bronner, 2013 : 10). Ce doute partagé, de plus en plus populaire consacre un rejet des canaux classiques d'information qui seraient contrôlés par des forces cachées à des fins de manipulation de masses. Cette perte de confiance massive de la population à l'encontre des médias est le socle du déploiement des théories dites complotistes. Chez nos enquêtés, elle s'exprime avec véhémence à l'encontre des chaînes de diffusion en continu, surtout de BFM TV qui serait géré par un « sioniste » qui « *va envoyer ses petits c... , ses journalistes pour aller trouver des articles contre les musulmans après c'est logique il déteste les musulmans* » (Y-M / H 24 ans). Il en va de même pour le choix des chroniqueurs qui ne reflèterait pas la diversité car même ceux de confession musulmane n'auraient aucune légitimité pour parler de l'islam et pire, ils seraient même des agents qui servent la « cause sioniste » contre l'islam :

« Ils invitent toujours les mêmes sur BFM TV, est-ce qu'il y a sur leur chaîne un jour un vrai musulman par exemple ne serait-ce que, comme moi un jeune comme ça, qui aille leur dire leur vérité en face non jamais c'est que des faux musulmans que des gens qui ont un nom à contenance musulmane, pour moi c'est des harkis, ce que j'appelle des harkis c'est des vendus » (Y-M / H 24 ans).

On retrouve chez ce jeune un raisonnement qui dénonce ce qui serait une forme d'alliance dans les médias classiques entre « sionistes » et « traîtres harkis ». Le raisonnement dénonce implicitement ce qui

serait un complot antimusulman et anti-arabe et est exprimé en convoquant des références encore fortement ancrées dans la guerre d'Algérie, le pays d'origine de ses parents. Lorsque j'interpelle ce jeune homme sur les visées complotistes de ses propos il me renvoie au stigmatisme imposé de l'extérieur qui le caractériserait de « complotiste » et qu'effectivement il regarde « (...) *quelques sites qu'on pourrait qualifier... que les médias pourraient qualifier de conspirationniste, c'est ça le mot conspirationniste ?* ». Cette méfiance envers les médias prend des formes de défiance et révèle une guerre entre médias classiques et médias alternatifs. Les jeunes se tournent vers des influenceurs et des leaders d'opinion beaucoup plus crédibles selon eux que les hommes politiques et chroniqueurs des médias classiques :

« Abdel en vrai, C'est un... jeune belge qui... décrypte l'actualité, et qui parle réels soucis, des réels problèmes, donc je me fie beaucoup à ces personnes-là (...) Il y a ensuite aussi quelqu'un comme... comme Dieudonné, que je suis beaucoup, qui pour moi, peut être que dès fois il est super violent dans ce qu'il dit, il est peut être aussi bloqué dans son rôle d'antisémite, pour moi ils jouent un rôle d'antisémite parce qu'il a très bien compris le jeu » (A-K / H 22 ans).

En déconstruisant le positionnement jugé antisémite de Dieudonné, ce jeune cherche à démontrer la légitimité des leaders d'opinion alternatifs. D'autres personnages subversifs sont évoqués comme crédibles : « *il y en a un l'humoriste là comment il s'appelle la Yassine Belattar lui ça va il arrive à se défendre un petit peu lui et Tariq Ramadan* » (Y- M / H 24 ans). En consacrant une crise de la différenciation classique habermassienne entre espace public et espace privé, l'internet constitue un terrain favorable à la diffusion des théories dites complotistes. La multiplication des canaux informatifs informels ainsi que le fort potentiel de la diffusion virale des posts sur les réseaux sociaux et sur la plateforme *Youtube* consacrent une offre d'information alternative favorisée par le discrédit croissant des chroniqueurs, hommes politiques et journalistes classiques d'une part ; et renforce l'adhésion aux théories dites complotistes diffusées par des leaders d'opinion. En outre le stigmatisme « complotiste » est assumé par les enquêtés et justifié uniquement par le procès

d'intention visant à disqualifier d'emblée toute représentation ou avis n'allant pas dans le sens commun. D'un autre côté, en disqualifiant d'emblée toute idée jugée illégitime (soit parce qu'elle trouve gestation dans un support communicationnel non – légitime) ; en refusant d'interroger ces rébellions contre la pensée dominante au prétexte de leur dangerosité subversive, on laisse un vide sur lequel s'épaissit ces théories. Or il a été démontré qu'il est presque impossible de détourner les adeptes des théories dites « complotistes » de leurs croyances une fois celles-ci bien ancrées. Au contraire, l'ethos se solidifie face à la stigmatisation. Sunstein et Vermeule avancent que les théories du complot résultent d'une « épistémologie infirme » (2009 : 211) et qu'en ne sachant pas, les êtres humains comblent leur manque d'information en se fiant à ce que pensent les autres. La disqualification oppose une vision du monde homogénéisante à des positionnements qualifiés de « complotistes » par les tenants du premier courant. Plus on leur attribue ce qualificatif, plus les tenants du second courant y puisent un argument de la véracité de leurs soupçons de complot. Keeley montre que dans le contexte Américain, les déclarations publiques des représentants du gouvernement qui contredisent une théorie du complot peuvent être interprétées comme des signes qui soutiennent la théorie (Keeley, 1999 : 61).

Conclusion

Les Fake News, rumeurs et théories pullulent de plus en plus sur le Net. Le cyberspace en démocratisant le système de communication offre une opportunité et un espace à ce champ d'une offre d'information alternative qui contrecarre les médias classiques eux aussi d'ailleurs présents sur le Net. Si les théories du complot happent une catégorie très hétérogène de Français sujets au doute ; elles peuvent trouver une résonance assez particulière chez ceux qui ont beaucoup d'interrogations d'ordre identitaire. C'est le cas notamment des jeunes issus des quartiers populaires. L'adhésion

aux théories du complot chez ces derniers s'opère à partir d'une triple perte de confiance : doute et rejet d'un système économico-culturel qui ne remplirait pas leur intégration éducative et socio-professionnelle ; contestation d'un système politique perçu comme discriminant notamment à l'encontre de leur religion et / ou de leur appartenance ethnique ; réfutation d'un système de communication qui véhiculerait des mensonges et complots orchestrés par une alliance élitiste entre politiciens et financiers . L'adhésion aux théories du complot s'opère à partir de cette troisième perte de confiance. En effet, les jeunes cherchent ailleurs des réponses à leurs questionnements et s'informent sur d'autres canaux. En délégitimant les médias classiques pour valider l'information alternative, ils s'engouffrent dans un champ informel où peuvent se mêler toutes sortes de théories non-vérifiées et non authentifiées. Cette absence de vérification dans le cas des théories du complot constitue un argument chez eux de validité de la théorie qui de toute manière serait le fruit d'un secret et ne peut donc pas être démasqué. C'est ce raccourci opéré par les adeptes de ces théories qui les fait pré-disqualifier par une labellisation désignée conspirationniste. La neutralité scientifique du sociologue l'impose de dépasser la question épistémologique du vrai ou du faux concernant les théories du complot. Car c'est un truisme d'avancer que ces théories sont considérées comme totalement fausses en l'absence de preuves avérées et peuvent parfois mener à des idées jugées extrémistes et radicales. Mais aussi il faut reconnaître que des complots ont déjà existé et été prouvés sans que les comploteurs démasqués soient catégorisés comploteurs. C'est aussi ce fait qui conforte l'éthos complotiste chez ces jeunes qui l'assument parfaitement. Nous avons essayé donc d'adopter une démarche plus pragmatique et qui puisse produire du sens en appréhendant ces théories comme des constructions sociales produisant un sens collectif. À l'issue de cette démarche nous pouvons affirmer que : le déploiement des théories du complot chez les jeunes issus des quartiers populaires résulte d'une perte de confiance au système global Français ; cette perte de confiance est ancrée dans une formule d'autodésignation victimaire où s'entremêlent un ressenti d'exclusion sociale et de discrimination ethno-co-confessionnelle. Dans le contexte Français, les pouvoirs publics sonnent de plus en plus l'alerte quant aux dangers des théories du complot. La stratégie consiste

à produire un contre-discours face à ces théories de la désinformation qui mèneraient à la haine. Elle est assujettie aujourd'hui aux impératifs sécuritaires liés aux urgences terroristes et pandémiques. Au niveau international la société civile mondiale à travers l'UNESCO produit des ressources dans ce sens. Une recherche future pourrait mettre la lumière sur ces dimensions de l'action.

Bibliographie

BÉGOUT, Bruce. 2004. « Esquisse d'une théorie phénoménologique de l'habitude » *Alter*, n°12 : p. 173-190.

BLIN, Pascale. 1988. L'AUA : mythe et réalités : l'Atelier d'urbanisme et d'architecture, 1960-1985. Paris : Electa Moniteur

BREVIGLIERI, Marc. 2009. « L'insupportable. L'excès de proximité, l'atteinte à l'autonomie et le sentiment de violation du privé » in Breviglieri, Marc et Lafaye, Claudette et Trom, Danny. *Compétences critiques et sens de la justice*. Paris : Economica.

Cohen, Jean-Louis et Grossman, Vanessa. 2015. AUA. Une architecture de l'engagement. 1960-1985. Paris : Dominique Carré.

Dewey, John. 1993. Logique : la théorie de l'enquête. Paris : Presse Universitaire de France.

Gabriel, David, Morgane Cohen et Seb Breynat. 2016. Plaidoyer pour Villeneuve. Pouvoir d'agir et planification démocratique face à la rénovation urbaine de l'Arlequin. Paris : PUCA, coll. « Recherche ».

Ginzburg, Carlos. 2015. «À propos d'indices : Morelli, Freud & Sherlock Holmes » in Eco, Umberto et Sebeok, Thomas. *Le signe des trois*. Dupin, Holmes, Pierce. Presse Universitaire de Liège : Liège.

Le Vot, Sybille. 2015. « Quand la ville fait peau neuve : les années grenobloise de l'AUA » in Cohen, Jean-Louis et Grossman, Vanessa. AUA. Une architecture de l'engagement. 1960-1985, p. 178-190. Paris : Dominique Carré.

Parent, Jean-François. 1977. Villeneuve de Grenoble-Echirolles. Objectifs et réalisations (1961-1977). Grenoble : Société d'Aménagement du Département de l'Isère (SADI).

Romano, Claude. 2011. « L'équivoque de l'habitude » *Revue germanique internationale*, n°13 : p. 187-204.

Toussaint, Maïlys. 2019. « « Vous prenez quoi en photo là ? » Une approche du quotidien de la rénovation urbaine » *EspacesTemps.net*, Travaux [mis en ligne le 23 août 2019]

Veschambre, Vincent. 2008. Traces et mémoires urbaines : enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition. PUR : Rennes.

Vergara, Camilo José. 1995. The New American Ghetto. New Brunswick : Rutgers University Press.

Jeunes et (dé)confinement : le rôle des professionnel-le-s jeunesse

Résumé

La crise du COVID-19 a bouleversé les pratiques des acteur-trice-s jeunesse de terrain en les dépossédant de l'espace public. Ceux-ci sont pourtant des lieux privilégiés de socialisation et sont indispensables autant aux jeunes urbains des classes populaires, qu'aux acteur-trice-s en charge de leur accompagnement. Quelles adaptations ces professionnel-le-s ont-ils mis en œuvre ? Quels ont été les enjeux révélés par ses situations de distances sociales et spatiales ?



Marine Provini

Marine Provini est conseillère d'éducation populaire et de jeunesse dans un service de l'État en Ile-de-France. Dans le cadre d'une reprise d'études en Master 2 à l'École d'Urbanisme de Paris et un stage au Centre ressources politique de la ville de l'Essonne, elle a réalisé un mémoire sur le rôle des professionnels jeunesse face à la participation des jeunes dans et à l'espace public.

La crise sanitaire du COVID-19 a mis en exergue de nombreuses problématiques qui surgissent à l'évocation des liens entre « jeunes » et « quartiers ». Au centre des débats, se retrouve la privation de l'espace public, compris dans l'acceptation générale, comme des lieux extérieurs, partagés et ouverts. Ils peuvent également être considérés comme des lieux de participation à la cité. Participer à l'espace public, c'est donc y circuler, mais également y rencontrer d'autres personnes, pairs ou non, y échanger, confronter ses idées, y pratiquer une activité ou non, mais aussi y exercer son pouvoir d'agir. Les rapports entre les jeunes et les espaces publics soulèvent depuis plusieurs années en France de nombreuses préoccupations. Celles-ci sont d'autant plus centrales lorsqu'il s'agit des jeunes urbains des classes populaires qui, lorsqu'ils vivent encore dans l'appartement de la cellule familiale, sont souvent conduits à faire des espaces publics proches de chez eux, le prolongement intime de leur « chez-soi ». Les espaces extérieurs, publics et privés, sont pour eux des lieux privilégiés de socialisation, d'expérimentation et de liberté (Daquin, 2019). Ces rôles symboliques conférés à l'espace public se renforcent d'ailleurs

lorsqu'il est question de jeunes hommes habitant dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville. C'est le cas dans cet article qui a pour terrain d'étude les quartiers prioritaires du département de l'Essonne en Ile-de-France.

C'est au sein de ces espaces que l'on peut observer certain·e·s professionnel·le·s jeunesse en action, et notamment des éducateurs et éducatrices de la prévention spécialisée, véritables « acteur·trice·s de terrain ». La prévention spécialisée « s'inscrit dans les missions de service de l'Aide Sociale à l'Enfance dévolues aux Départements. Elle mène dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, une action éducative en perpétuelle adaptation visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion, la promotion des jeunes et des familles » (AEP Asso, 2019). Pour les éducateur·trice·s, l'espace public représente alors leur premier espace et outil de travail. Il leur permet de rencontrer, accompagner les publics, mais aussi d'intervenir et d'agir sur leur environnement. Ces professionnel·le·s possèdent une culture du terrain, des codes et des formations spécifiques qui leur permettent d'interroger et d'affiner leurs positionnements pratiques et idéologiques, afin d'oeuvrer au mieux en faveur des jeunes. Et pourtant, le champ de ces professionnel·le·s reste peu représenté et valorisé dans les politiques publiques et beaucoup de médias français généralistes, à l'image du traitement de ces derniers sur la question du premier confinement dans les banlieues. Les « jeunes des quartiers » étaient décrits comme non respectueux du confinement et violents à l'encontre des forces de l'ordre. Au-delà de s'emparer de faits isolés en stigmatisant le personnage du « jeune

de quartier » pour en faire un « problème social »¹ (Teillet, 2015), ce traitement médiatique dissimule le milieu et les conditions de vie de ces jeunes, ainsi que le travail des professionnel·le·s jeunesse. Cette stigmatisation a d'ailleurs été critiquée par des sociologues comme Michel Kokoreff : « ces territoires jouent le rôle de boucs émissaires » (2020). Dans une interview donnée à Libération, il décrit les multiples facteurs d'inégalités qui pèsent sur les « quartiers populaires ». Il insiste sur le rôle des stéréotypes qui conduisent à une focalisation de l'attention sur ces quartiers, en mettant l'accent sur le nombre de contrôles de police effectués dans l'espace public, donnant l'impression qu'ici plus qu'ailleurs les habitant·e·s ne respectaient pas les mesures gouvernementales du confinement. La diffusion d'images représentant des espaces marqués comme lieux de vie des classes populaires, et donc déjà chargés de stéréotypes, participe de la stigmatisation de ces espaces et de leurs habitant·e·s (Tissot & Poupeau, 2005). Enfin, Michel Kokoreff rappelle que « les quartiers populaires » subissent les effets de la crise avec beaucoup plus de difficultés que les autres territoires, en raison notamment d'une concentration d'indices de pauvreté.

Ces problématiques sociales et territoriales s'observent aisément dans les quartiers prioritaires de la ville de l'Essonne. Ce département, situé au sud de Paris, illustre avec force les problématiques récurrentes de la géographie prioritaire francilienne. Les 39 quartiers prioritaires du département se caractérisent dans une large mesure par un urbanisme de grand ensemble et une population jeune. On compte parmi eux la pré-

1 Mouvement similaire décrit lors des émeutes de 2005

Jeunes et taux de pauvreté dans trois quartiers prioritaires de la ville de l'Essonne :		
	Jeunes de 0 à 14 ans	Taux de pauvreté
Total d'Ile de France	19,7 %	15,4 %
Total en Essonne	20,9 %	12,3 %
Les Pyramides, Evry	27,4 %	35,9 %
La Grande Borne, Grigny	28,1 %	39,8 %
Les Tarterêts, Corbeil Essonne	31 %	52,9 %

Sources : CGET 2017

sence de quelques sites emblématiques de la politique de la ville, dans lesquels on retrouve des indicateurs sociodémographiques habituels des quartiers prioritaires, tels qu'une forte concentration d'habitats sur-occupés et de logements sociaux, un taux de pauvreté élevé et une forte représentation des classes populaires, parmi lesquelles les étrangers et descendants d'immigrés sont surreprésentés, de même que les jeunes (CGET, 2017).

Dans ces conditions de vie, les espaces publics sont des espaces « refuges », gratuits, propices aux loisirs et au développement de formes de sociabilité entre jeunes, loin de l'atmosphère étouffante d'un logement surpeuplé. Alors lorsqu'une crise sanitaire mondiale vient contraindre l'accès et la participation aux espaces publics pour les jeunes ainsi que pour le travail des éducateur-trice-s, comment y faire face ? Que signifie accompagner les jeunes face à la restriction voire la disparition de ce refuge que représente l'espace public ? Comment poursuivre et adapter son intervention quand les équipements publics sont fermés et qu'il n'est pas autorisé d'« aller sur le terrain » ? Il s'agira au cours de cet article de restituer les pratiques et adaptations d'éducateur-trice-s de l'Essonne pendant la première période de (dé)confinement, puis d'étudier les enjeux révélés par la privation de l'espace public dans le cadre des politiques d'aménagement et de jeunesse.

Pratiques et adaptations des professionnel-le-s jeunesse : du confinement au déconfinement

Que s'est-il passé pendant les périodes du premier confinement puis de déconfinement dans les quartiers prioritaires de l'Essonne ? Les titres nationaux de la presse écrite, entre les mois de mars et mai 2020, n'ont cessé de dépeindre les « jeunes des quartiers » comme non enclins à respecter le confinement. Néanmoins, les entretiens menés auprès de cinq éducateur-trice-s, sur plusieurs villes situées en quartiers prioritaires de la ville en Essonne, n'ont pas permis de vérifier ou infirmer ces propos. En effet, ces professionnel-le-s ont également été confiné-e-s et n'ont pas pu se rendre sur le terrain :

« Il y a eu un vide sidéral dans l'espace public. On a vécu la ville autrement. Elle est restée silencieuse. Les avenues vides ont donné un côté roman anticipation ou série Netflix. Certains jeunes sont restés en bas des immeubles, c'est difficile quand vous êtes dans un F3 à 10 personnes. C'est le seul endroit où on peut sortir un peu. Certains n'ont pas de jardin. Les gens ne peuvent pas rester enfermés »².

Cependant, le vide constaté dans l'espace public par cette éducatrice et l'expression « certains jeunes » peuvent indiquer que les occupations de bas d'habitation par des jeunes essonnais n'ont pas été majoritaires, relevant de groupes isolés et de pratiques vitales. Subséquemment, les liens entre les éducateur-trice-s et leurs publics ainsi qu'avec leurs collègues ont dû être réinventés par le biais d'outils numériques :

Méthode de l'enquête : Cet article s'inscrit dans une recherche universitaire réalisée entre les mois de mars et août 2020 dans le cadre d'un Master 2 en urbanisme et d'un stage de trois mois au Centre de Ressources Politique de la Ville de l'Essonne. En raison des conditions sanitaires, cette étude s'est majoritairement réalisée à distance, en articulant veille professionnelle, analyse d'articles parus dans la presse écrite et la conduite de sept entretiens : cinq éducateur-trice-s intervenant dans les quartiers prioritaires de la ville de l'Essonne et deux représentants institutionnels en charge de politiques publiques en Essonne. L'élargissement du panel d'enquêté-e-s, en termes de nombre et de diversité de métiers dans le champ des professionnel-le-s jeunesse, permettrait d'approfondir et confronter ces recherches.

2 Entretien avec une éducatrice, Viry-Châtillon, 22/06/20

« Les éducateurs de l'association étaient équipés d'un téléphone portable, le téléphone portable a été notre moyen de communication. La clef de voûte du métier de base est le contact physique. Il a fallu se créer des outils. Nous avons créé un WhatsApp d'équipe. Nous avons aussi cherché à s'adapter aux réseaux sociaux qui allaient émerger de la crise pour être dans le mouvement. L'équipe a ainsi recensé les réseaux utilisés par les jeunes et a aussi contacté tous les jeunes suivis [...]. On ne savait pas combien de temps allait durer le confinement. Cela a créé un stress intense. Il y a eu aussi l'utilisation d'espaces de télétravail non prévus. Comment on confidentialise son espace de travail [...] ? Comment garder des liens professionnels avec les jeunes ? Ça pose des problèmes d'identité professionnelle à protéger. Mais comment construire une relation d'aide à distance [...]. Le maître mot de notre travail est la proximité voire le tactile. Le virtuel ne nous convient pas. La chaleur humaine et corporelle ne peut pas exister au téléphone. »³

Ces adaptations ne se sont pas faites sans heurts. Passer d'un travail de terrain à un travail de bureau a posé des difficultés. Les liens relationnels entre familles et éducateur-ice-s ont beaucoup souffert de cette distanciation. Par exemple, un des éducateurs interrogés, nous a confié que parmi les 42 familles contactées durant le confinement, seules quatre lui ont répondu. Pour lui : « Les familles se sont recentrées sur elles-mêmes »⁴.

Alors, le 11 mai 2020, quand le confinement a été levé, ces éducatrices et éducateurs ont tou-te-s repris le travail de terrain et sont revenu-e-s dans la rue. Le déconfinement s'est inscrit dans la continuité de ce qu'ils venaient de vivre.

« Nous pensions : "Il y aura des besoins, des difficultés". Or les jeunes ne nous ont pas fait part de besoin. Cela a été particulier pour nous. Ça a créé un décalage avec nos représentations. Finalement ça a été très calme. On restait avec notre positionnement, en se disant qu'il devait y avoir des difficultés, des préoccupations, il y en a qui n'osent pas en parler. Nos partenaires eux nous faisaient par contre part de leurs difficultés [...]. Mais les jeunes ne nous en parlaient pas [...]. »⁵

L'opacité sur les pratiques des jeunes essonniens pendant le confinement a perduré, et les liens relationnels se sont de plus en plus détériorés.

« On s'est servi des partenaires locaux pour savoir comment s'est passé le confinement. Les jeunes ont dit qu'ils n'avaient pas forcément respecté le confinement. Les partenaires disaient que oui [...]. Dans notre travail de rue, on voit beaucoup de choses. [...] L'espace public est un exemple, le trafic a été plus visible : ça questionne. Ce qui peut être inquiétant : on a vu des jeunes y entrer. Des jeunes ont-ils été en recherche de main d'œuvre ? Dans l'occupation de l'espace public ce qui est prégnant pour moi, c'est l'occupation des espaces verts et des parcs. Les jeunes aiment bien s'y retrouver. Pendant le déconfinement, les jeunes disaient "on est dans le parc", alors qu'ils étaient interdits. Ils proposaient même aux éducateurs de les y retrouver. Les jeunes ont continué à utiliser les espaces publics. Ce sont des lieux d'intimité dont ils ont manqué. »⁶

Grâce au témoignage de cet éducateur, on comprend que la présence de jeunes hommes en dehors de leur domicile durant le confinement est difficilement mesurable. Les discours de ces jeunes sur leur utilisation des parcs peuvent être interprétés comme relevant du défi, sans pour autant décrire une pratique régulière. Un autre point de ce témoignage peut attirer notre attention : la visibilité accrue du trafic de drogues. En effet, cela peut sous-entendre que l'espace public est utilisé comme un espace de vente et de productivité pour des jeunes qui y font leur commerce, mais aussi que le confinement aura pu accentuer la visibilité de ces échanges, notamment du fait des faibles taux des autres types de circulation. Le vide créé dans l'espace

3 Ibid.

4 Entretien avec un éducateur, Vigneux-sur-Seine, 29/06/20

5 Entretien avec un éducateur, Val d'Yerres Val de Seine, 02/07/20

6 Ibid

aurait donc accentué la visibilité de pratiques non majoritaires, comme les trafics, mais aussi, par extension, la présence et l'occupation des jeunes hommes dans les espaces de proximité. Il n'est donc pas question de phénomènes nouveaux ou de recrudescence, mais plutôt de focalisation sur des problématiques préexistantes au confinement.

Ainsi ces extraits d'entretiens illustrent les difficultés rencontrées par des éducateur-trice-s de l'Essonne pendant les premières périodes de (dé)confinement. La distance physique imposée et les difficultés d'accès à l'espace public et donc à leurs publics ont provoqué des bouleversements et remises en question pour ces professionnel-le-s. Alors qu'ils sont des acteur-trice-s de terrain, ils n'ont pu y accéder, rendant difficile, voire impossible, une analyse des pratiques des jeunes dans les espaces publics de ces territoires. Ils n'ont pu collecter que des données éparses, parfois contradictoires.

Les enjeux révélés par la privation de l'espace public

La privation de l'espace public pour les jeunes urbains des classes populaires est révélatrice d'enjeux sociétaux forts. Les opérations du gouvernement durant le premier (dé)confinement peuvent abonder dans ce sens.

En effet, cet été, une avalanche de dispositifs a été proposée par l'État. A titre d'exemple, le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse a déployé six dispositifs différents, sous le label « Vacances Apprenantes » pour assurer la continuité éducative dans les territoires. A cela s'ajoute un autre dispositif des Ministères de l'Intérieur et de la Ville à destination des quartiers prioritaires de la ville, dans l'objectif de renforcer le lien social et d'améliorer les relations avec la police, suite aux violences opposant jeunes et forces

de l'ordre constatées entre les mois de mars et mai 2020⁷. Les buts de ces dispositifs étaient de combler les potentiels retards en termes de savoirs scolaires, mais aussi d'occuper les jeunes loin des espaces publics et prévenir de nouveaux faits de violence. Ces préoccupations nationales se sont déclinées à l'échelle départementale, comme nous avons pu l'observer avec le recueil des témoignages de deux acteurs institutionnels en charge de politiques publiques éducatives en Essonne. Il est ressorti de ces entretiens qu'un nombre important de dispositifs et de financements ont été déployés sur les quartiers prioritaires de la ville de l'Essonne en prévision de l'été 2020.

« A la sortie du confinement, on a essayé de réorienter le plus de choses pour faire face à la crise :

- La Taxe Foncière Produit Bâti : essai de réorienter en rapport avec le COVID.

- Reprise des réunions Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance : d'abord à distance et à présent en présentiel. Ils essayent de retravailler et préparer l'été 2020.

- Révision de la politique de la ville : des crédits ont été affectés sur l'été 2020. Un appel à projet du Fond Interministériel de la Prévention de la Délinquance a été lancé pour l'été.

- Un appel à projets est sorti et a été contractualisé avec l'Union Française des Œuvres Laiques d'Education Physique qui va intervenir sur les 39 QPV du département pour des activités sportives tous les après-midis.

- Une convention pour l'été est en cours de signature avec la CAF, le Conseil Départemental et la Préfecture.

- Une enveloppe complémentaire politique de la ville va être ouverte pour financer des actions la semaine et surtout les weekends et soirées, car on pêche sur la présence en weekends. »⁸

⁷ L'Observatoire des cités éducatives en Essonne, Lettre n°2, juin 2020

⁸ Entretien avec un représentant institutionnel, Évry, 30/06/20

L'inventaire tenu par ce représentant institutionnel peut paraître abstrait du fait de l'absence de référence explicite aux publics et de l'effet de répertoire alternant entre nouveaux dispositifs, anciens dispositifs réagencés et enveloppes financières. Cela peut témoigner d'une vision par le haut, segmentée par dispositifs, lesquels sont eux-mêmes divisés entre différents critères ou catégories.

Or presque aucun de ces dispositifs n'a fait l'objet des échanges que nous avons pu avoir avec les éducateur·trice·s de l'Essonne. Cela pose plusieurs questionnements sur l'action et le positionnement de l'État. D'une part, on peut y lire une perception des jeunes les limitant à un besoin d'encadrement, par le contrôle des activités et des déplacements, en s'assurant de déployer un nombre suffisant d'actions pour en toucher le plus grand nombre, à commencer par ceux des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cela peut renvoyer exclusivement à des visions curatives et préventives liées à la gestion de l'espace : occuper les jeunes pour libérer l'espace public de leur présence. D'autre part, comment se peut-il que les acteur·trice·s de terrain, situé·e·s au plus près des jeunes, ne puissent pas avoir connaissance des dispositifs mis en place par l'État à destination de leurs publics ? Au-delà d'interroger l'organisation de l'action publique en France, nous sommes au cœur du paradoxe posé par le contexte de cette épidémie sanitaire : les acteur·trice·s d'un champ d'intervention professionnel continuent à travailler sans avoir accès à leurs outils, leur cadre de travail, sans prise réelle avec leur terrain et leurs publics. La distance est partout, sociale et spatiale, entre les lieux, les individus, les dispositifs et les acteurs. Ainsi, on se retrouve avec, d'un côté, des dispositifs d'État descendants déployés massivement sans application réelle et mesurable sur le terrain, en décalage avec les besoins des jeunes, des territoires et des professionnel·le·s jeunesse. De l'autre côté, se situent des éducateur·trice·s, valorisant la liberté d'action, souhaitant réaffirmer le travail de rue, fondamental de leur métier.

S'il y a alors des perspectives positives à retenir, il faut les chercher du côté ces derniers. Si le vide dans l'espace public a accentué la visibilité médiatique et politique de jeunes hommes, il a aussi permis de conforter le rôle des actrices et acteurs jeunesse de

terrain. Les 5 éducateur·trice·s interrogé·e·s ont unanimement souligné l'importance de conforter leur rôle et intensifier leur présence extérieure dans l'espace public.

« Le déconfinement a accentué le travail de rue. »⁹

« Plus de travail de rue est indispensable. [...] Il faut renforcer une présence de rue quotidienne. »¹⁰

« La crise a dévoilé de quelle manière fonctionnait les systèmes. Malgré tout, la crise a été révélatrice des modes de fonctionnement. Aujourd'hui, on peut s'appuyer là-dessus. La prévention a une importance, c'est facultatif pour le département, mais la prévention est importante. »¹¹

Le retour sur le terrain lors du déconfinement au mois de mai 2020 s'est même parfois accompagné de l'émergence de nouveaux projets à l'initiative de groupes de jeunes suivis par ces professionnel·le·s. L'éloignement de l'espace public ainsi que le contexte de la crise auront donc pu favoriser une envie d'engagement et de participation pour ces jeunes.

9 Entretien avec une éducatrice, Viry-Châtillon, 22/06/20

10 Entretien avec un éducateur, Évry, 29/06/20

11 Entretien avec un éducateur, Val d'Yerres Val de Seine, 02/07/20

Réaffirmer le rôle des professionnel·le·s jeunesses de terrain

Comment conclure alors ces analyses, à l'heure où la menace d'un reconfinement pèse toujours, et sans qu'une réflexion plus poussée pour les quartiers prioritaires de la ville n'ait pu être menée ? Nous avons vu pour commencer que les professionnel·le·s jeunesses interrogé·e·s, malgré leur forte appartenance au terrain, n'ont pu continuer à exercer leur travail sans difficultés et sans rupture de liens sociaux. Comme dans plusieurs secteurs professionnels, plusieurs adaptations ont été pensées. La distance avec le terrain aura empêché ces éducateur·trice·s d'avoir une visibilité nette et actualisée des besoins, pratiques et usages des jeunes accompagnés. Il n'empêche que d'après leur expertise et réseaux professionnels, les pratiques des jeunes dans l'espace public n'ont pas été synonymes de présence ou occupation accrue. En revanche, l'inaccessibilité de l'espace a pu mettre en lumière les pratiques habituelles, mais marginales, des jeunes hommes habitant des quartiers prioritaires de la ville de l'Essonne, ainsi que les problématiques socio-économiques qui pèsent sur eux et leurs conditions de vie. Dans le même temps, les éducateur·trice·s se sont senti·e·s conforté·e·s dans leur rôle de professionnel·le de terrain. Du vide social et spatial, iels en auront ainsi retiré des besoins de proximité et de rencontres, rendus notamment possibles par les espaces publics. Ceux-ci peuvent alors jouer un rôle central du fait de leurs fonctions sociales, politiques et démocratiques. L'apparition de nouveaux projets de jeunes lors du déconfinement peut l'attester. L'espace public est ce faisant un lieu idéal pour favoriser la participation et l'épanouissement des jeunes urbains des classes populaires, dans ses usages et aménagements multiples. L'espace public peut alors être vecteur d'égalité et de reconnaissance individuelle et sociale. Il peut permettre de repenser les rapports sociaux discriminants. Nous pensons alors à l'ensemble des jeunes urbain·e·s des classes populaires, femmes et hommes. Car si les propos recueillis faisaient majoritairement référence aux jeunes hommes, nous n'oublions pas que les jeunes femmes subissent nombre de discriminations dans l'espace public. Les professionnel·le·s de terrain peuvent alors être les plus compétent·e·s pour

accompagner ces mouvements et réduire les distances sociales et spatiales, en temps de confinement ou non. Une meilleure identification de leur rôle permettrait de les valoriser et d'inscrire leur expertise comme de véritables ressources pour tou·te·s, à commencer pour les pouvoirs publics.

Bibliographie

- AEP Asso, 2019.** « La prévention spécialisée », Association d'éducation et de Prévention Roubaix, en ligne.
- Commissariat général à l'égalité des Territoires (CGET), 2017.** « Atlas des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville », CGET.
- Daquin Alice, 2019.** « "Avoir un local à soi". Enjeux de territoire entre jeunes de rue et institutions d'un quartier populaire », *Agora débats/jeunesses*, vol. 83, no. 3, pp. 71-88.
- Kokoreff Michel, 2020.** « Ces territoires jouent le rôle de boucs émissaires », *Libération*, 21 avril 2020.
- Teillet Guillaume, 2015.** « Cinq années de guerre contre les bandes. Processus de renforcement d'un arsenal répressif ciblé », *Agora débats/jeunesses*, vol. 70, no. 2, pp. 79-94.
- Tissot Sylvie et Poupeau Franck, 2005.** « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. no 159, no. 4, p. 4.





Idées & Territoires

Le comité scientifique de RésOVilles

*Une Revue scientifique pour
la politique de la ville*

Directrice de publication : Emilie Sarrazin | Responsable de la revue :
Maximilien Steindorsson | Responsable de publication : Soazig Barré |
ISSN : 2647-8048



RésOVilles

Centre de ressources politique de la ville Bretagne / Pays de la Loire | 2, rue Meuris - 44100 NANTES
Tel : 02 40 58 02 03 | contact@resovilles.com | www.resovilles.com



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES